

Commune de Montmeyran

DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLU

Plan Local d'Urbanisme



Notice de
présentation

Vu pour être annexé à la délibération du 27 octobre 2022
approuvant les dispositions de la Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité
du Plan Local d'Urbanisme.

Fait à Montmeyran,
Le Maire,

APPROUVÉ LE : 27/10/2022

Dossier 21012612
18/10/2022

réalisé par



Auddicé Urbanisme
Espace Sainte-Croix
6 Place Sainte-Croix
51 000 Châlons-en-
Champagne
03.26.44.05.01

Commune de Montmeyran

Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

Plan Local d'Urbanisme

Notice de présentation


	Nom - Fonction	Date	Signature
Rédaction	Caroline SARTORI – urbaniste	18/10/2022	

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1. AVANT PROPOS	5
CHAPITRE 2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	6
2.1 Rappel du cadre règlementaire	6
2.2 L'enquête publique.....	9
2.3 Loi ALUR.....	11
2.4 Procédure administrative portant sur une déclaration de projet.....	12
2.5 Autorité compétente pour la déclaration de projet.....	12
CHAPITRE 3. PRESENTATION DU PROJET ET DE SON INTERET GENERAL.....	14
3.1 Présentation générale du projet	14
3.1.1 Généralités.....	14
3.1.2 Présentation technique	19
3.1.3 Justification du site	20
3.2 Justification de l'intérêt général de l'opération	26
3.2.1 A l'échelle mondiale.....	26
3.2.2 A l'échelle européenne	27
3.2.3 A l'échelle nationale	27
3.2.4 A l'échelle régionale.....	28
3.2.5 A l'échelle de de l'aire urbaine de Valence.....	29
3.2.6 Retombées économiques	29
CHAPITRE 4. MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME	31
4.1 Les contraintes identifiées dans le PLU	31
4.2 Les modifications apportées au PLU	33
4.2.1 L'étude d'entrée de ville	34
4.2.2 Création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation	34
4.2.3 Le règlement graphique.....	35
4.2.4 Le règlement littéral	36
4.2.5 Le rapport de présentation.....	42
CHAPITRE 5. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES.....	43
CHAPITRE 6. INCIDENCES DES MESURES DU PROJET ET DU DOCUMENT D'URBANISME ET MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER	47
6.1 Les incidences et mesures du projet de mise en compatibilité du PLU sur le milieu physique	47
6.2 Les incidences et mesures du projet de mise en compatibilité du PLU sur le milieu naturel	50
6.3 Les incidences et mesures du projet de mise en compatibilité du PLU sur la santé, la sécurité et le cadre de vie	54
6.4 Les incidences et mesures du projet de mise en compatibilité du PLU sur le milieu humain	55
6.5 Les incidences et mesures du projet de mise en compatibilité du PLU sur le paysage et le patrimoine	58
CHAPITRE 7. DEFINITION DES INDICATEURS.....	62

CHAPITRE 1. AVANT PROPOS

Le PLU constitue le document de base de la planification urbaine. Il fixe les règles d'urbanisme applicables sur le territoire de la commune (règles générales d'utilisation des sols et règles de construction). Il a pour rôle de déterminer l'affectation principale des sols par zone et de définir les règles qui devront s'appliquer de manière générale et dans chaque zone. C'est le document sur la base duquel sont instruites les demandes d'autorisation ou d'utilisation du sol (Permis de Construire, Déclarations Préalables, Permis de Démolir, etc.).

Le dossier du PLU actuel se compose de six documents :

- Le rapport de présentation établit un état des lieux, expose les objectifs et justifie les options d'aménagement retenues dans le PLU ;
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune ;
- Les Orientations d'Aménagement (OA) définissent les conditions d'aménagement des zones de développement de nouveaux quartiers ;
- Le règlement graphique portant information des limites de zonage, des réservations pour des équipements publics ou d'intérêt général, de la localisation des espaces boisés classés et des servitudes d'urbanisme ;
- Le règlement écrit qui fixe les règles applicables aux terrains dans les diverses zones du territoire ;
- Les annexes contiennent des documents écrits et graphiques tels que le porter à connaissance de l'Etat, la liste des servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, les plans des réseaux...

Actuellement, le Plan Local d'Urbanisme de Montmeyran approuvé le 29 septembre 2013 s'applique sur le territoire communal. Ce document a connu deux mises à jour, le 14 avril 2016 et le 24 janvier 2018.

Une évolution du PLU est aujourd'hui nécessaire, afin de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque au sol situé sur une ancienne carrière d'extraction de granulats au Nord de la commune.

Le terrain concerné est bordé par une voie classée à grande circulation et situé hors agglomération. Le code de l'urbanisme prévoit une bande d'inconstructibilité de 75 mètres de part et d'autre de l'axe de la voie. Pour lever cette inconstructibilité et permettre le projet, le dossier doit comprendre une étude spécifique dite de dérogation à la Loi Barnier (article L.111-8 du code de l'urbanisme).

Afin de prendre en compte au mieux le projet et de permettre à tous de l'identifier dans le PLU, un secteur « Npv » est créé sur le règlement graphique. Le règlement littéral du PLU est adapté. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation est aussi créée afin de prendre en compte les nouvelles règles de recul.

La collectivité se saisit donc de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU avec la réalisation d'une étude d'entrée de ville.

CHAPITRE 2. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

2.1 RAPPEL DU CADRE REGLEMENTAIRE

La déclaration de projet est régie par les articles suivants du Code de l'Urbanisme :

- Article R.153-15 du code de l'urbanisme

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1. Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;
2. Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

La procédure de déclaration de projet a été engagée au titre de l'article R.153-15 du code de l'urbanisme.

- Article L.153-54 du code de l'urbanisme

Lorsque la réalisation d'un projet public ou privé de travaux, de construction ou d'opération d'aménagement, présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme, ce projet peut faire l'objet d'une déclaration d'utilité publique ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet.

Dans ce cas, l'enquête publique porte à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La déclaration d'utilité publique ou la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir qu'au terme de la procédure prévue par les articles L. 153-52 et suivants.

- Article L.153-52 du code de l'urbanisme

La mise en compatibilité du plan fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

- Articles L.153-53, L.153-55 et L.153-57 du code de l'urbanisme

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par l'autorité administrative compétente de l'Etat. Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune émet un avis sur le projet de mise en compatibilité. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois. La proposition de mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral et devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage.

Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1. Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :
 - a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;
 - b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
 - c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;
2. Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1. Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;
2. Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

- Article R.153-15 du code de l'urbanisme

Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

- a) Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;
- b) Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction. Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité. L'organe délibérant

de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

- Article L. 300-6 du code de l'urbanisme

L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'Etat, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme.

Lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat, elle peut procéder aux adaptations nécessaires du schéma directeur de la région d'Ile-de-France, d'un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer, du plan d'aménagement et de développement durables de Corse schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, d'une charte de parc naturel régional ou de parc national, du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, du schéma régional de cohérence écologique ou du plan climat-air-énergie territorial. Ces adaptations sont effectuées dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au contenu de ces règlements ou de ces servitudes.

Les adaptations proposées sont présentées dans le cadre des procédures prévues par les articles L. 143-44 à L. 143-50 et L. 153-54 à L. 153-59, auxquelles les autorités ou services compétents pour élaborer les documents mentionnés à l'alinéa précédent sont invités à participer.

Lorsque les adaptations proposées portent sur le schéma directeur de la région d'Ile-de-France, un schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, un schéma d'aménagement régional des régions d'outre-mer ou le plan d'aménagement et de développement durables de Corse, elles sont soumises pour avis, avant l'enquête publique, au conseil régional ou à l'Assemblée de Corse. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de trois mois.

Cet avis est joint au dossier soumis à enquête publique. En cas d'avis défavorable, la déclaration de projet ne peut être prise que par décret en Conseil d'Etat.

Une déclaration de projet peut être prise par décision conjointe d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales et de l'Etat.

Lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnés au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent article.

En l'espèce, la commune de Montmeyran a décidé, en application de cet article, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de la réalisation d'un parc photovoltaïque. Le maire mène la procédure de mise en compatibilité et le conseil municipal adopte la déclaration de projet. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du Plan Local d'Urbanisme.

2.2 L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique de la déclaration de projet est régie par les articles suivants du Code de l'Environnement :

- Article L123-1 du Code de l'Environnement

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

- Article L123-2 du Code de l'Environnement

I.- Font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

1. Les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements exécutés par des personnes publiques ou privées devant comporter une étude d'impact en application de l'article L. 122-1 à l'exception :
 - Des projets de création d'une zone d'aménagement concerté ;
 - Des projets de caractère temporaire ou de faible importance dont la liste est établie par décret en Conseil d'Etat ;
2. Les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à une évaluation environnementale en application des articles L. 122-4 à L. 122-11 du présent code, ou des articles L. 121-10 à L. 121-15 du code de l'urbanisme, pour lesquels une enquête publique est requise en application des législations en vigueur ;
3. Les projets de création d'un parc national, d'un parc naturel marin, les projets de charte d'un parc national ou d'un parc naturel régional, les projets d'inscription ou de classement de sites et les projets de classement en réserve naturelle et de détermination de leur périmètre de protection mentionnés au livre III du présent code ;
4. Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une enquête publique dans les conditions du présent chapitre.

II.- Lorsqu'un projet, plan ou programme mentionné au I est subordonné à une autorisation administrative, cette autorisation ne peut résulter que d'une décision explicite.

III.- Les travaux ou ouvrages exécutés en vue de prévenir un danger grave et immédiat sont exclus du champ d'application du présent chapitre.

III bis. - Sont exclus du champ d'application du présent chapitre afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1. Les installations réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale ainsi que, le cas échéant, les plans de prévention des risques technologiques relatifs à ces installations ;
2. Les installations et activités nucléaires intéressant la défense, mentionnées à l'article L. 1333-15 du code de la défense, sauf lorsqu'il en est disposé autrement par décret en Conseil d'Etat s'agissant des autorisations de rejets d'effluents ;
3. Les aménagements, ouvrages ou travaux protégés par le secret de la défense nationale ;
4. Les aménagements, ouvrages ou travaux intéressant la défense nationale déterminés par décret en Conseil d'Etat, ainsi que l'approbation, la modification ou la révision d'un document d'urbanisme portant exclusivement sur l'un d'eux.

IV. — La décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent chapitre n'est pas illégale du seul fait qu'elle aurait dû l'être dans les conditions définies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

V.- L'enquête publique s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi. Son déroulement ainsi que les modalités de sa conduite peuvent être adaptés en conséquence.

- Article L126-1 du Code de l'Environnement

Lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique en application du chapitre III du présent titre, l'autorité de l'Etat ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée.

La déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à l'enquête et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement et le résultat de la consultation du public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

Si la déclaration de projet n'est pas intervenue dans le délai d'un an à compter de la clôture de l'enquête, l'opération ne peut être réalisée sans une nouvelle enquête.

En l'absence de déclaration de projet, aucune autorisation de travaux ne peut être délivrée.

Si les travaux n'ont pas reçu de commencement d'exécution dans un délai de cinq ans à compter de la publication de la déclaration de projet, la déclaration devient caduque. Toutefois, en l'absence de changement dans les circonstances de fait ou de droit, le délai peut être prorogé une fois pour la même durée, sans nouvelle enquête, par une déclaration de projet prise dans les mêmes formes que la déclaration initiale et intervenant avant l'expiration du délai de cinq ans.

La déclaration de projet est publiée dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

- Article R123-1 du Code de l'Environnement

I.- Pour l'application du 1° du I de l'article L. 123-2, font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis de façon

systématique à la réalisation d'une étude d'impact en application des II et III de l'article R. 122-2 et ceux qui, à l'issue de l'examen au cas par cas prévu au même article, sont soumis à la réalisation d'une telle étude.

II.- Ne sont toutefois pas soumis à l'obligation d'une enquête publique, conformément au troisième alinéa du 1° du I de l'article L. 123-2 :

1. Les créations de zones de mouillages et d'équipements légers, sauf si cette implantation entraîne un changement substantiel d'utilisation du domaine public maritime conformément au décret n° 91-1110 du 22 octobre 1991 relatif aux autorisations d'occupation temporaire concernant les zones de mouillages et d'équipements légers sur le domaine public maritime ;
2. Les demandes d'autorisation temporaire mentionnées à l'article R. 214-23 ;
3. Les demandes d'autorisation d'exploitation temporaire d'une installation classée pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article R. 512-37 ;
4. Les demandes d'autorisation de création de courte durée d'une installation nucléaire de base mentionnées à l'article 22 du décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives ;
5. Les défrichements mentionnés aux articles L. 311-1 et L. 312-1 du code forestier et les premiers boisements soumis à autorisation en application de l'article L. 126-1 du code rural, lorsqu'ils portent sur une superficie inférieure à 10 hectares.

III.- En application du III bis de l'article L. 123-2, ne sont pas soumis à enquête publique, afin de tenir compte des impératifs de la défense nationale :

1. Les installations classées pour la protection de l'environnement constituant un élément de l'infrastructure militaire et réalisées dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnées à l'article R. 517-4 ;
2. Les projets de plans de prévention des risques technologiques mentionnés au III de l'article R. 515-50 ;
3. Les opérations, travaux ou activités concernant des installations ou enceintes relevant du ministre de la défense et entrant dans le cadre d'opérations secrètes intéressant la défense nationale, mentionnés au III de l'article R. 181-55 ;
4. Les opérations mentionnées à l'article R. 123-44.

IV.- Sauf disposition contraire, les travaux d'entretien, de maintenance et de grosses réparations, quels que soient les ouvrages ou aménagements auxquels ils se rapportent, ne sont pas soumis à la réalisation d'une enquête publique.

Dans le cas de la présente déclaration de projet, l'enquête publique sera réalisée par la commune de Montmeyran, compétente en matière d'urbanisme. Elle pourra toutefois être réalisée par l'Etat conjointement à l'enquête publique organisée dans le cadre de la procédure de Permis de construire si la commune en fait la demande.

2.3 LOI ALUR

La loi pour un Accès au Logement et un Urbanisme Rénové, dite loi ALUR, votée le 20 février 2014, a des conséquences sur les procédures d'urbanisme.

Toutefois, le principe de la déclaration préalable entraînant mise en compatibilité du PLU est de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme pour permettre uniquement le projet reconnu d'intérêt général.

Les modifications apportées au PLU ne peuvent pas avoir pour effet de rendre possible d'autres projets. En conséquence, seules règles qui rendent l'opération impossible sont modifiées.

2.4 PROCEDURE ADMINISTRATIVE PORTANT SUR UNE DECLARATION DE PROJET

Le Code de l'Urbanisme dispose que les communes ou intercommunalités peuvent, après enquête publique, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une opération d'aménagement ou d'un programme de construction.

Lorsque la réalisation d'un projet public de construction ou d'opération d'aménagement présentant un caractère d'intérêt général, nécessite une mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme (PLU), les dispositions proposées pour assurer cette mise en compatibilité du plan font l'objet d'un examen conjoint, avant l'ouverture de l'enquête publique, de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale et des personnes publiques associées. Le déroulement de la procédure comporte les étapes suivantes :

- L'initiative de la mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité du PLU appartient au Maire¹
- Une réunion d'examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées se tiendra avant l'enquête publique.
- Une enquête publique se tiendra à la suite de la réunion d'examen conjoint. Elle a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers. Les observations et propositions recueillies au cours de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.
- Après enquête publique, l'autorité délibérante pourra approuver la procédure reconnaissant l'intérêt général de l'opération et mettant en compatibilité le PLU.

Il est à noter qu'en parallèle de la déclaration de projet, une demande de permis de construire est effectuée par le porteur de projet.

2.5 AUTORITE COMPETENTE POUR LA DECLARATION DE PROJET

■ L'autorité délibérante de la déclaration de projet

La procédure de déclaration de projet a été initiée par Monsieur le Maire de la commune de Montmeyran par arrêté le 04/08/2021.

■ Présentation du responsable du projet

La procédure de déclaration présente vise à mettre en compatibilité le PLU de Montmeyran pour un projet d'intérêt général visant à l'implantation d'un parc de 6 380 modules photovoltaïques. Le porteur de projet est la société Centrale PV de Montmeyran dont les partenaires sont décrits plus loin.

¹ Cf arrêté en date du XX présenté en annexe de ce rapport

■ Historique du projet et de la structuration du mode de portage local

Dans le cadre de sa démarche de développement, Energie Rhône Vallée a mené des démarches de prospection sur son territoire afin d'identifier des sites pertinents pour l'installation de centrales photovoltaïques correspondant à ses critères exigeants en matière d'occupation des sols ainsi que d'enjeux écologiques et paysagers. Ainsi, elle a identifié une zone potentielle sur une ancienne carrière dans la commune de Montmeyran dans la Drôme.

La Société d'Économie Mixte Locale Energie Rhône Vallée est un acteur local du renouvelable, entouré d'actionnaires publics tels que le département de la Drôme, plusieurs syndicats dont le Syndicat départemental d'énergies de l'Ardèche (SDE 07) et Energie SDED (26), les Chambres de commerce et d'industrie, d'agriculture et de métiers et de l'artisanat de la Drôme, et d'actionnaires privés avec le Crédit Agricole, la Caisse d'Épargne et la Banque Populaire. Energie Rhône Vallée a en effet pour mission de créer ses propres outils de production d'énergies renouvelables à grande échelle en intervenant sur trois domaines : la création en propre de nouvelles unités de production (avec la biomasse, l'éolien, l'hydro-électricité ou encore le solaire photovoltaïque), le rachat d'installations existantes et la prise de participation dans des projets.

La SEM s'est alors rapprochée du propriétaire de la carrière, le GROUPE GIAMMATEO, et d'un partenaire pour le développement du projet, EGREGA. Les études de potentiel et en particulier les relevés environnementaux confirmant la faisabilité d'un projet sur ce site, le Conseil d'Administration d'Energie Rhône Vallée vote favorablement pour le lancement d'un développement partenarial d'un projet photovoltaïque sur ce site. Le projet est ainsi porté à ce jour par la société « Centrale PV de Montmeyran » qui fait l'objet d'un partenariat de co-développement entre EGREGA, GROUPE GIAMMATTEO, et Energie Rhône Vallée.

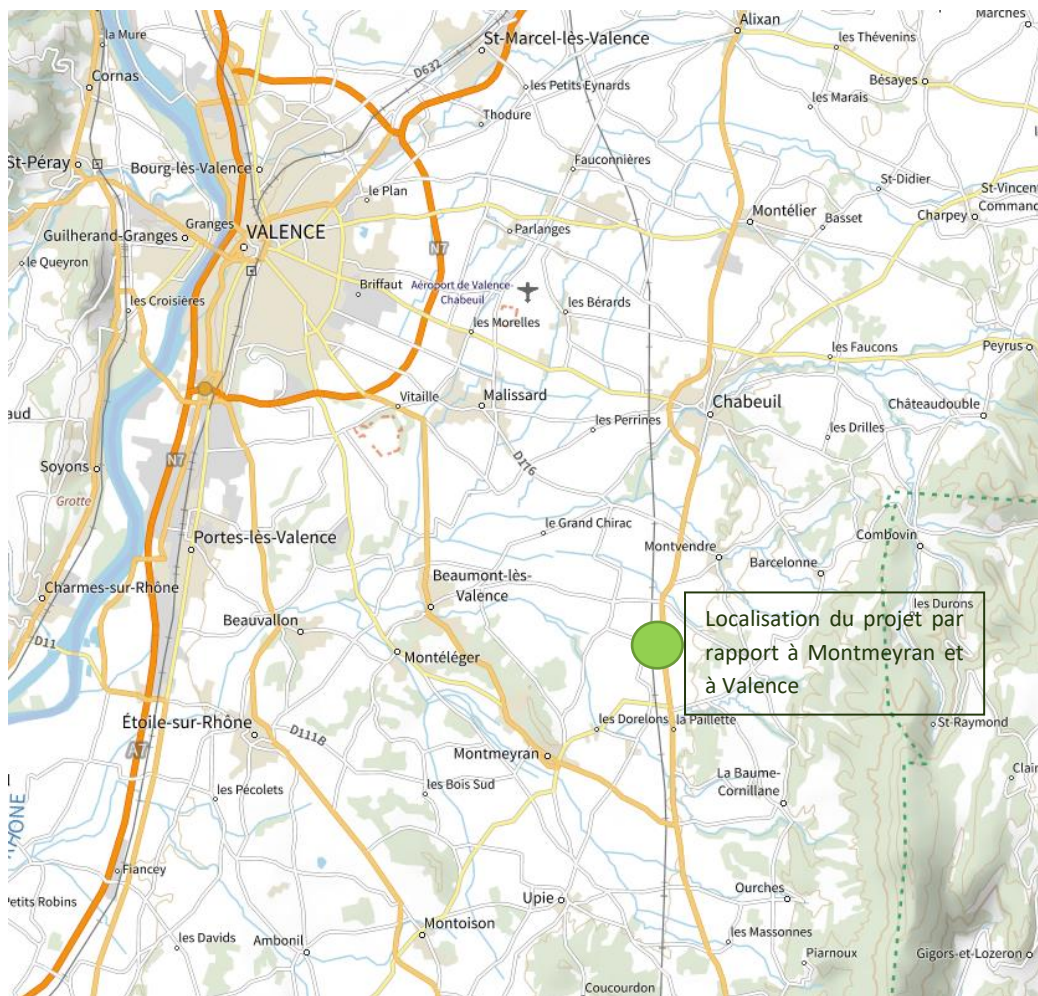
Par ailleurs, sur proposition des associés de la société, la commune de Montmeyran a décidé par délibération du conseil municipal du 10 juin 2021 de la prise de participation au capital de la société « Centrale PV de Montmeyran » à hauteur de 10%.

CHAPITRE 3. PRESENTATION DU PROJET ET DE SON INTERET GENERAL

3.1 PRESENTATION GENERALE DU PROJET

3.1.1 Généralités

Le projet se localise dans le département de la Drôme, en région Auvergne-Rhône-Alpes, sur la commune de Montmeyran. Montmeyran est située dans la plaine de Valence, aux pieds de la Raye, contrefort du Vercors, dans le département de la Drôme.



Carte 1. Localisation du projet (Source : géoportail)

Elle fait partie du canton de Crest (sud), de la région Rhône-Alpes Auvergne et appartient à la communauté d'agglomération de Valence Romans sud Rhône Alpes.

La commune, essentiellement rurale, s'étend au pied de coteaux et comprend plusieurs hameaux : Bernoir, Les Dinas, Les Dorelons, Les Puits, les Petiots et les Rorivas.

Montmeyran, commune rurale, est la première commune de France en nombre d'agriculteurs ayant la labellisation AB (Agriculture Biologique) par rapport au nombre total d'exploitants.

Le secteur d'étude concerne une ancienne carrière d'extraction de granulats au nord de la commune sur les parcelles YC151 et YC149, entre la ligne TGV et la RD 538.







Photo 1. Vue panoramique du secteur d'étude partie nord

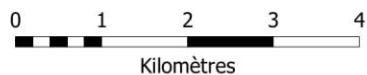


Photo 2. Vue panoramique du secteur d'étude partie sud

Etude d'impact liée au développement d'un projet photovoltaïque au sol sur Montmeyran (26)

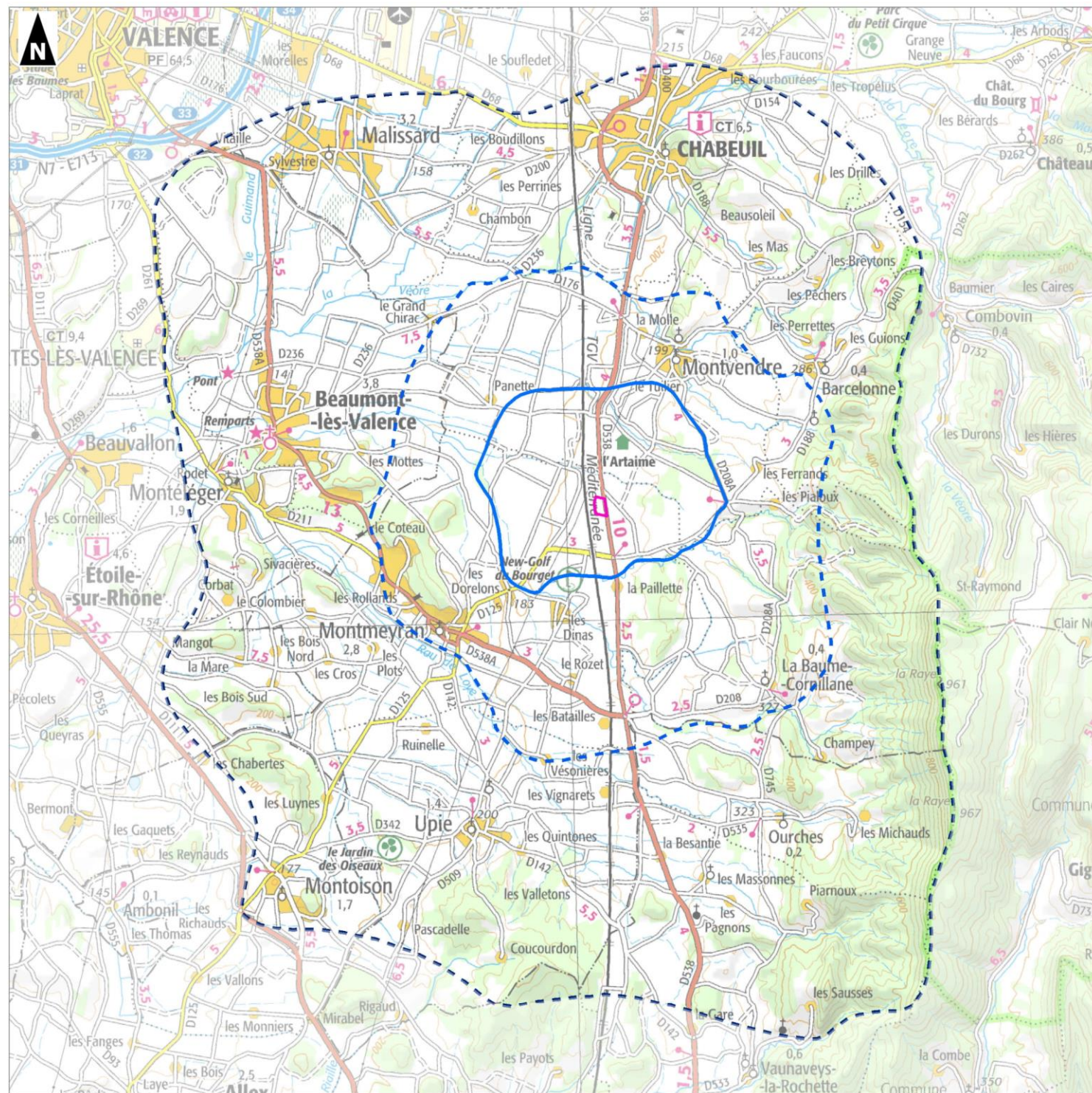
- Aires d'étude -

-  Secteur d'étude
-  Aire d'étude proche (de 1 à 2 km)
-  Aire d'étude intermédiaire (de 3 à 5 km)
-  Aire d'étude large (de 5 à 7 km)



1:62 000

(Pour une impression sur format A3 sans réduction de taille)
Réalisation : AUDDICE, 2019
Source de fond de carte : SCAN 100* (Métropole)
Sources de données : BD ORTO - EGREGA - AUDDICE, 2019





Etude d'impact liée au développement
d'un projet photovoltaïque au sol
sur Montmeyran (26)

- Secteur d'étude -

 Secteur d'étude

0 50 100 150
Mètres

1:2 000

(Pour une impression sur format A3 sans réduction de taille)

Réalisation : AUDDICE, 2019
Source de fond de carte : ORTOPHOTO France
Sources de données : BING - EGREGA - AUDDICE, 2019

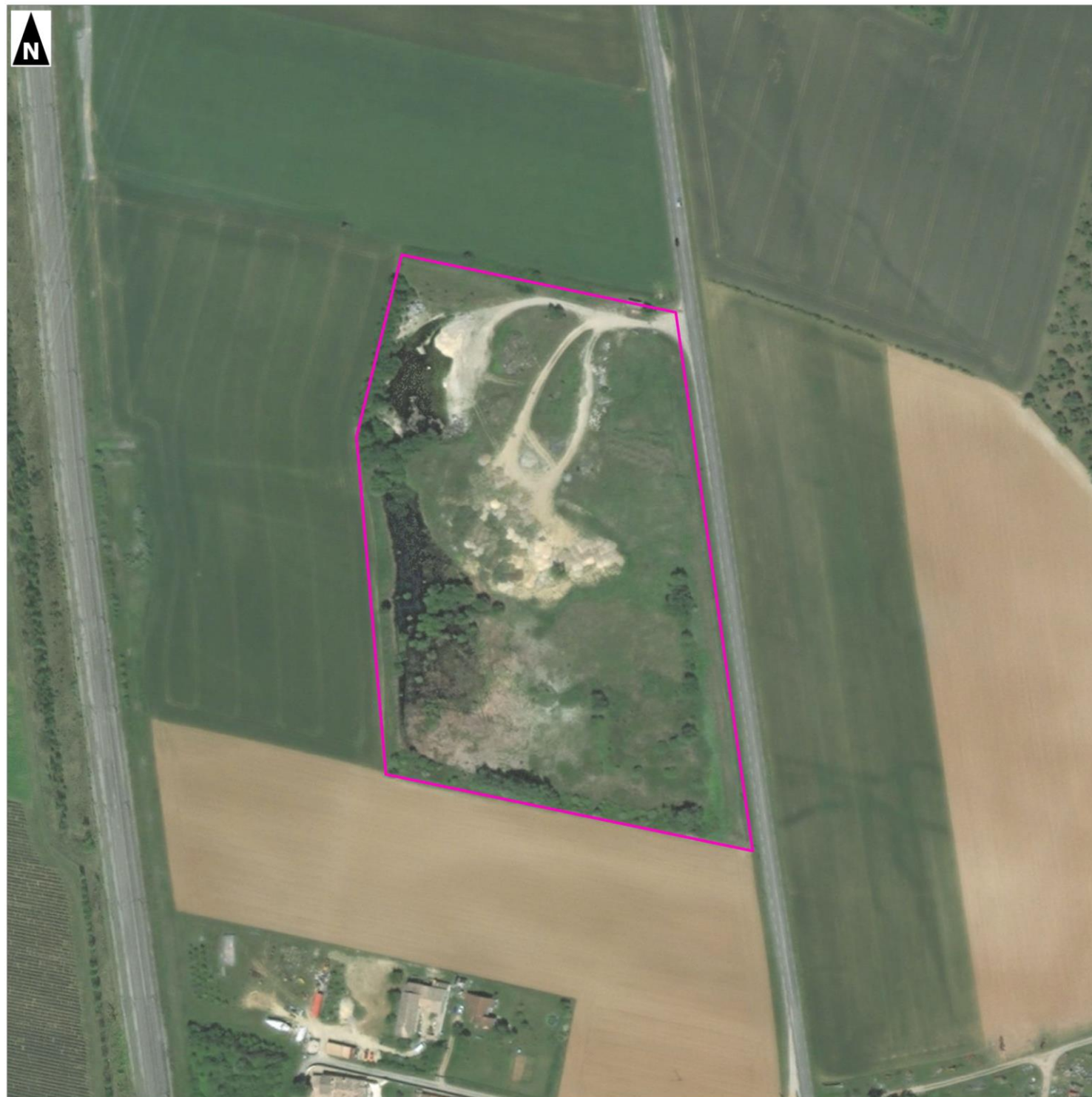




Photo 3. Vue panoramique du secteur d'étude partie nord



Photo 4. Vue panoramique du secteur d'étude partie sud

3.1.2 Présentation technique²

Le projet consiste en la création d'un parc photovoltaïque constitué de 290 tables fixes avec 6 380 modules photovoltaïques d'une puissance unitaire de 345 Wc.

La puissance totale est de 2,2 MWc.

La durée minimum d'exploitation est de 30 ans. La production annuelle d'électricité prévue est de 3 190MWh.

² Source : étude d'impact

3.1.3 Justification du site

Le projet se localise dans le département de la Drôme, en région Auvergne-Rhône-Alpes, sur la commune de Montmeyran.

3.1.3.1 Justification du choix du territoire

L'ensoleillement annuel de Valence est de 2 500 h/an (moyenne 1970-1994) d'après les mesures de la station de Saint-Marcel-lès-Valence. D'après la carte nationale de l'INES, la durée d'ensoleillement annuelle aux environs de la zone d'étude est comprise entre 2250 et 2500 heures.

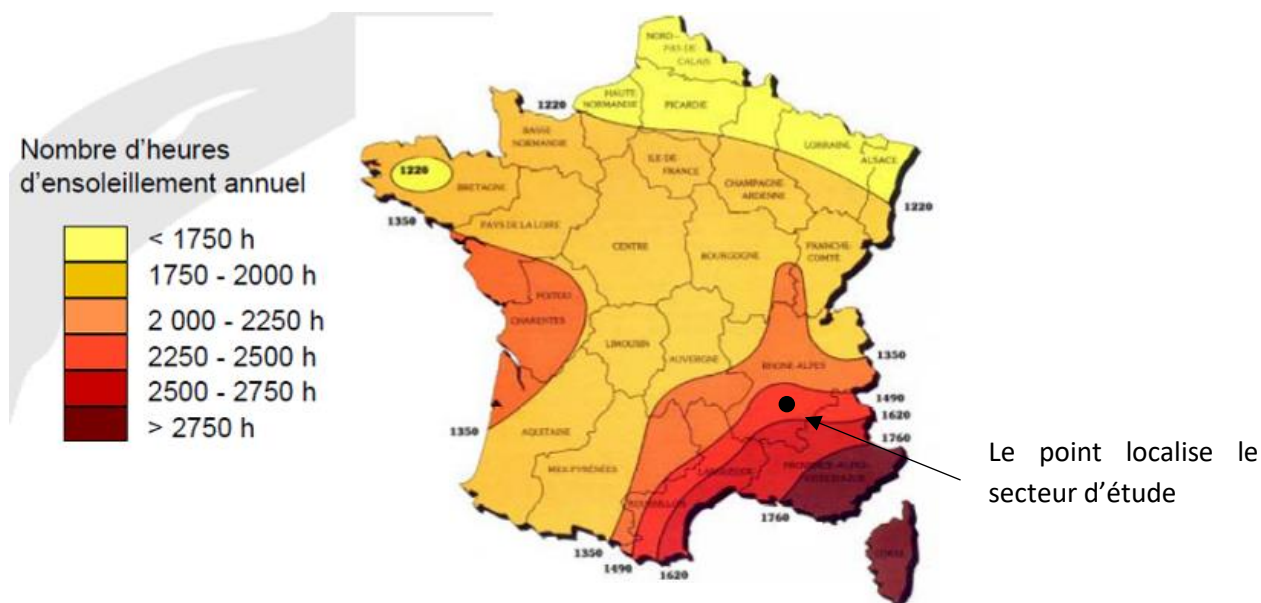


Figure 1. Durée d'ensoleillement annuel en France (h) - (Source : <http://www.ines-solaire.com/>)

En ordre de grandeur, les valeurs moyennes mensuelles d'énergie solaire sont regroupées dans le tableau ci-dessous :

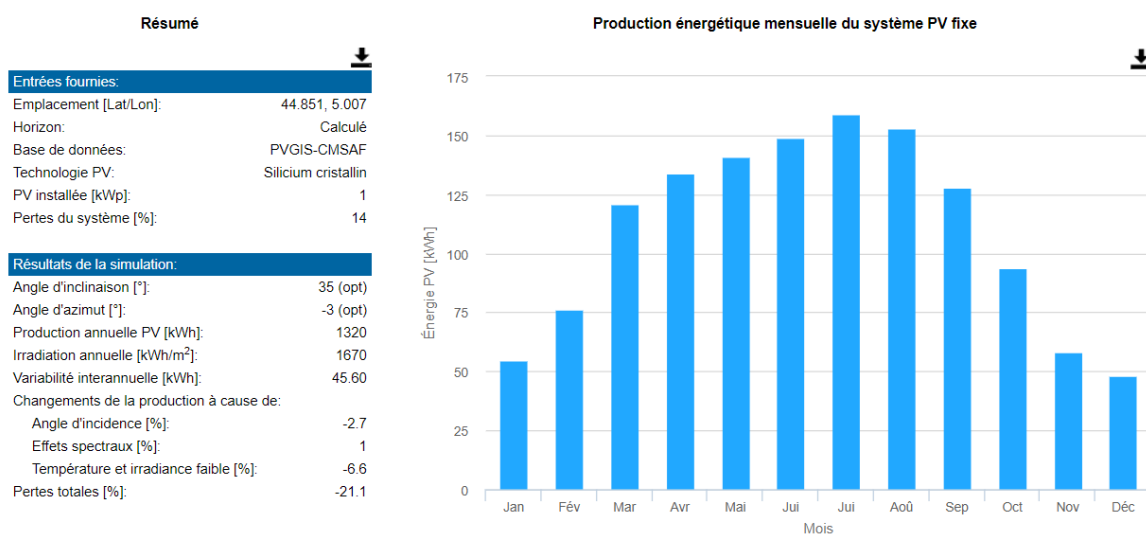


Tableau 1. Valeurs moyennes mensuelles de rayonnement solaire – Source : http://re.jrc.ec.europa.eu/pvg_tools/fr/tools.html

Le site est favorable à la production d'électricité par l'énergie photovoltaïque. Il se localise dans une des meilleures zones françaises en termes d'ensoleillement.

3.1.3.2 Justification du choix du site au niveau de la commune de Montmeyran

Le projet est situé sur une ancienne carrière d'extraction de granulats au nord de la commune sur les parcelles YC151 et YC149, entre la ligne TGV et la RD 538.

Les sites anthropisés sont à privilégier en ce qui concerne l'installation de projets photovoltaïques au sol (ADEME, DDT). Dans les AO CRE, la notation de la pertinence environnementale concerne spécifiquement la nature du terrain sélectionné, et notamment s'il est ou a été perturbé par une activité anthropique.

Fermée en 2003, la carrière de Montmeyran n'ayant pas fait l'objet d'une remise en état agricole, le projet est donc situé sur un site remplissant le critère de sélection.

Suite à la remise en état de la carrière suite à la cessation d'activité (2003), la LPO Drôme a été missionné pour réaliser un suivi environnemental de 2012 à 2017. Un état des lieux écologiques, des aménagements et des mesures de gestion ont été mis en place ; EGREGA s'est donc rapproché de la LPO afin de s'assurer de la compatibilité le projet photovoltaïque avec la préservation de la biodiversité du site.

3.1.3.3 Justification de l'implantation retenue

Une fois le site d'implantation retenu, la démarche de conception du projet solaire, comportant plusieurs variantes, a fait l'objet d'évaluations et de comparaisons.

Cette démarche d'analyse a été conduite en fonction de critères environnementaux, paysagers, patrimoniaux mais aussi techniques, réglementaires et économiques :

- Les critères techniques : la puissance électrique maximale, la facilité d'accès et le raccordement au réseau électrique ;
- Les critères sylvicoles : l'admissibilité du projet à une autorisation de défrichement ;
- Les critères environnementaux : la préservation des zones humides, la compatibilité avec les enjeux naturalistes du site, les enjeux paysagers patrimoniaux.

Cette phase de travail a permis d'aboutir à un projet final de moindre impact sur les plans environnemental, paysager et patrimonial, et techniquement et économiquement, réalisable.

La prise en compte de divers paramètres dans la conception du projet a amené le porteur de projet à envisager 3 variantes d'implantation.

■ Variante 0



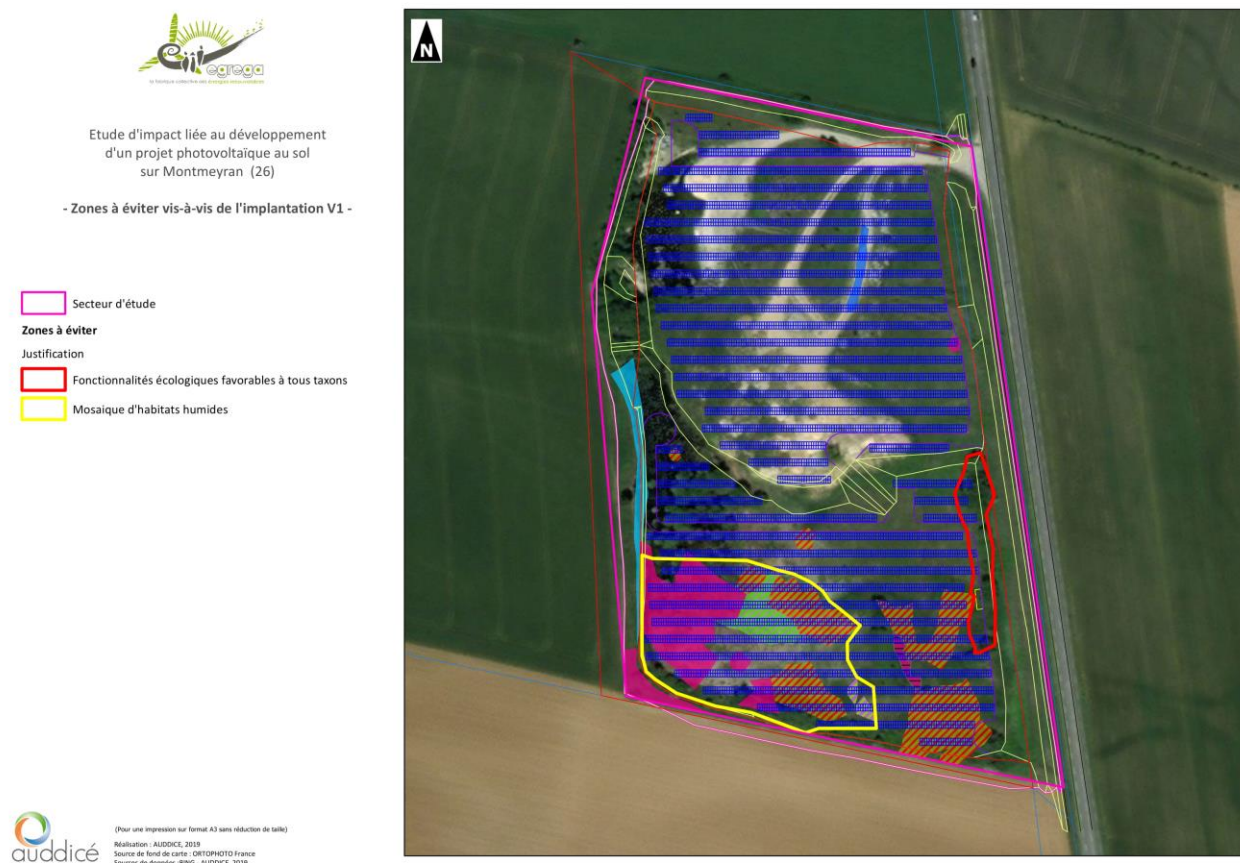
Carte 5. Variante d'implantation V0 (source : étude d'impact)

Cette variante optimise la puissance installée et couvre la totalité de l'espace utilisable par un parc solaire photovoltaïque au sol au sein du secteur d'étude (seuls les talus et les mouvements de terrain ne sont pas équipés), que ce soit au niveau des milieux rudéraux (au nord) ou des habitats à dominantes humides (au sud notamment). C'est la variante d'implantation qui prend en compte essentiellement les aspects techniques inhérents à la typologie de projet (pente, accès pour la maintenance, ombrages, etc.).

Par contre, cette variante modifie l'ensemble des habitats du secteur d'étude, dont les habitats favorables à de nombreuses espèces faunistiques (oiseaux patrimoniaux, amphibiens, odonates, etc.). Elle engendre une perte d'habitat significative pour ces espèces et détruit l'ensemble des aménagements imaginés et mis en place par la LPO Drôme dans le cadre du suivi de la faune sur le site.

La puissance de cette variante 0 est de l'ordre de 2,5 MW pour une superficie de 3,2 ha.

■ Variante 1



Carte 6. Zones à éviter pouvant conduire à la variante (source : étude d'impact)

Cette variante fait l'objet de la prise en compte des recommandations d'Auddicé environnement suite à l'élaboration de l'état initial du site, en intégrant toutes les données bibliographiques de la LPO Drôme. Cette variante permet d'éviter une bonne partie des zones humides, le talus qui délimite la partie sud de la partie nord du secteur d'étude et la frange arborée située au nord-ouest. Ainsi, seraient supprimées les zones entourées en jaune et en rouge appelées « zones à éviter » sur la carte ci-dessus.

Dans ce cas, la perte d'habitat se limite aux espèces des espaces ouverts et rudéraux, habitats mieux représentés au niveau local et pouvant s'apparenter aux zones agricoles de type grande culture. Les espèces concernées sont également moins menacées et pour certaines non protégées (Alouette des champs).

La puissance de cette variante 1, prenant en compte les zones à éviter, est de l'ordre de 1,99 MW pour une superficie de 2,8 ha.

■ Variante 2 – Implantation finale



Zone projet sur la commune de Montmeyran

Légende

Zones à éviter

- Ronciers / Hibernaculum
- Talus - Guépier d'Europe
- Zone en eau / Zones refuge / Hibernaculum
- Zone humide et prolongement écologique

Surface zone projet :
5 ha

Surface totale zones à éviter :
1.4 ha



Carte 7. Zones à éviter conduisant à la variante 2 (source : étude d'impact)

Cette variante est le fruit de la prise en compte des aspects techniques, des enjeux écologiques de terrain (Auddicé environnement) et de la concertation menée avec la LPO Drôme. En effet, la LPO Drôme réalise un suivi de ce site depuis plusieurs années et a imaginé et mis en place des mesures favorables à la biodiversité. Le maître d'ouvrage, conscient de ce travail, souhaite développer un projet permettant de préserver à la fois l'intérêt écologique du secteur d'étude, les aménagements de génie écologique « fonctionnels » et un espace suffisant pour que le projet photovoltaïque soit rentable.

L'évitement d'1,4 ha sur les 5 ha environ (superficie des 2 parcelles cadastrales concernées) correspond à une réduction d'environ 28% qui permet de conserver une vaste partie des zones d'habitats caractéristiques de zones humides (en rouge), le talus favorable au Guépier d'Europe (en orange), la mare temporaire au nord (en bleu) et l'hibernaculum (en vert).

La puissance de cette variante 2 est de l'ordre de 2,2 MW pour une superficie de 2,4 ha.



C'est la variante 2, qui paraît globalement la moins impactante pour la faune et le réseau écologique ; elle a été retenue par le maître d'ouvrage pour finaliser la démarche itérative menée dans le cadre de ce projet.

Elle est présentée ci-après.



Zone projet sur la commune de Montmeyran

Légende

-  Calepinage proposé
-  Réseau de pistes envisagé

Surface zone projet :
5 ha

Surface totale zones à éviter :
1.4 ha



3.2 JUSTIFICATION DE L'INTERET GENERAL DE L'OPERATION

Le photovoltaïque, une énergie renouvelable répondant aux objectifs internationaux, nationaux et régionaux en matière de politique énergétique.

3.2.1 A l'échelle mondiale

La Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) de 1992 à Rio a reconnu l'existence du changement climatique d'origine humaine et a imposé aux pays industrialisés le primat de la responsabilité pour lutter contre ce phénomène. Les premiers engagements internationaux pris en 1992 ont été renforcés à Kyoto cinq ans plus tard. Ces accords ont imposé des objectifs contraignants en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

La conférence de Poznan en décembre 2008 a permis de poursuivre le processus de négociation qui devait aboutir en décembre 2009, à Copenhague, à une stratégie multilatérale permettant de définir la façon d'appréhender l'interdépendance écologique mondiale. Marquée par la prééminence des échanges sino-américains, la conférence de Copenhague n'a pas abouti à un accord contraignant.

Lors de la conférence de Cancun en décembre 2010, deux textes ont été approuvés : l'un sur le Protocole de Kyoto, l'autre sur un cadre de coopération à long terme, ouvrant la voie à un accord climatique international contraignant. L'objectif de limiter l'augmentation de la température de plus de 2°C a été confirmé et la perspective d'un objectif mondial de réduction des émissions de GES à l'horizon 2050 s'est profilée.

La vingt-et-unième session de la Conférence des Parties (COP21) et la onzième session de la Conférence des Parties agissant en tant que réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP) a eu lieu du 30 novembre au 12 décembre 2015 à Paris. La conférence de l'ONU sur le climat s'est conclue sur l'adoption d'un accord historique pour lutter contre le changement climatique et dérouler mesures et investissements pour un avenir résilient, durable et bas carbone. L'objectif principal de l'accord universel est de maintenir l'augmentation de la température mondiale bien en-dessous de 2°C et de mener des efforts encore plus poussés pour limiter l'augmentation de la température à 1,5°C au-dessus des niveaux pré-industriels. En outre, l'accord vise à renforcer la capacité à faire face aux impacts du changement climatique.

L'Accord de Paris est soutenu par le Plan d'Actions Lima-Paris (ou LPAA, en anglais), une initiative menée par la France, le Pérou, le Secrétaire général des Nations Unies et le secrétariat de la CCNUCC. Son objectif est de promouvoir les engagements et les partenariats des villes, régions, entreprises et organisations de la société civile, souvent avec les gouvernements, qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et renforcent la résilience face aux changements climatiques.

Les accords de Kyoto ont imposé des objectifs contraignants en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ainsi, l'Union européenne s'était engagée, d'ici 2010, à réduire ses émissions de 8 % par rapport à 1990. Plusieurs directives ont visé cet objectif. Parmi elles, la directive 2001/77/CE du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelable, qui a notamment imposé à la France un objectif de part d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables de 21 % pour 2010 (objectif non atteint).

3.2.2 A l'échelle européenne

Ces objectifs ont été re-planifiés en mars 2007 : les chefs d'État et de gouvernement des 27 États Membres de l'Union Européenne (UE) ont adopté un objectif contraignant de 20 % d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale d'ici à 2020.

En janvier 2008, la Commission européenne a présenté un projet de directive relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables (Directive EnR) qui contient une série d'éléments nécessaires à la mise en place d'un cadre législatif permettant l'atteinte de l'objectif de 20 %. La directive met en place un cadre législatif qui doit garantir l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique finale de 8,5 % en 2005 à 20 % en 2020.

La Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les directives 2001/77/CE et 2003/30/CE fixe pour chaque Etat membre des objectifs contraignants de production d'énergie renouvelable. La France doit ainsi atteindre un objectif de 23% pour la part d'énergie produite à partir de sources renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute.

La Directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables constitue une refonte de la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil. Le texte fixe notamment un objectif contraignant de 32 % d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie totale de l'Union européenne d'ici à 2030. Cet objectif sera révisé d'ici à 2023.

3.2.3 A l'échelle nationale

Appliqué à la France, ce cadre se traduit par un objectif de 23 % de la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie à l'horizon 2020.

Selon RTE, la puissance du parc de production d'électricité renouvelable en France métropolitaine s'élève à 48 685 MW au 31 décembre 2017. En 2017, la production d'électricité par la filière solaire a atteint un record avec près de 9,2 TWh. La production de la filière permet de couvrir 2 % de la consommation en 2017. Le volume des installations solaires en développement est de 2 711 MW au 31 décembre 2017.

La nécessité de développer rapidement l'énergie photovoltaïque répond à des engagements politiques et réglementaires :

- La Loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Energétique (dite loi POPE) du 13 juillet 2005 a défini un nouveau cadre et des objectifs pour la politique énergétique, transcrivant ou dépassant les directives européennes, notamment :
 - La production de 10 % des besoins énergétiques français à partir de sources d'énergies renouvelables à l'horizon 2010 :
 - La production de 21 % de la consommation d'électricité à partir des énergies renouvelables d'ici 2010.
- Les objectifs de la loi « Transition énergétique pour la croissance verte », adoptée le 22 juillet 2015 :

- Réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contribuer à l'objectif européen de baisse de 40 % de ces émissions en 2030 (par rapport à la référence 1990) et au-delà les diviser par 4 à l'horizon 2050 ;
 - Porter en 2030 la part des énergies renouvelables à 32 % de notre consommation énergétique finale, soit environ 40 % de l'électricité produite, 38 % de la chaleur consommée et 15 % des carburants utilisés.
- Le Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) publiée le 25 janvier 2019 pour les périodes 2019-2023 et 2024-2028, qui a notamment pour objectifs :
 - Une réduction de 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 (par rapport à 1990) et la neutralité carbone à l'horizon 2050 ;
 - Des objectifs de développement pour les filières d'énergies renouvelables électriques afin de porter la capacité installée de 48,6 GW fin 2017 à 73,5 GW en 2023 et entre 101 à 113 GW en 2028, dont 20,1 GW en 2023 et 35,1 à 44,0 GW en 2028 pour le solaire photovoltaïque.

Le parc solaire atteint une capacité installée de 10 387 MW au 31 décembre 2020³. En prenant en compte l'ensemble du parc raccordé, les objectifs nationaux de la PPE 2023 sont atteints à 50,9% (hors Corse).

3.2.4 A l'échelle régionale

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil Régional le 20 décembre 2019.

Ce schéma doit respecter les règles générales d'aménagement et d'urbanisme à caractère obligatoire ainsi que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols. Il doit être compatible avec les SDAGE, ainsi qu'avec les plans de gestion des risques inondations. Il doit prendre en compte les projets d'intérêt général, une gestion équilibrée de la ressource en eau, les infrastructures et équipements en projet et les activités économiques, les chartes des parcs nationaux sans oublier les schémas de développement de massif. Il se substitue ainsi aux schémas préexistants tels que le schéma régional climat air énergie, le schéma régional de l'intermodalité, et le plan régional de prévention et de gestion des déchets, le schéma régional de cohérence écologique.

Les objectifs du SRADDET s'imposent aux documents locaux d'urbanisme (SCoT et, à défaut, des plans locaux d'urbanisme, des cartes communales, des plans de déplacements urbains, des plans climat-énergie territoriaux et des chartes de parcs naturels régionaux) dans un rapport de prise en compte, alors que ces mêmes documents doivent être compatibles avec les règles générales du SRADDET.

La règle 29 – Développement des énergies renouvelables du fascicule du SRADDET expose les éléments suivants : les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir, dans leurs documents opposables, les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelables et de récupération permettant de contribuer à l'atteinte du mix énergétique régional.

La priorité est donnée au développement des filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque. Les réseaux de chaleur et de froid constituent un vecteur pertinent à développer pour l'intégration des énergies renouvelables thermiques.

³ Source : Panorama des énergies renouvelables 2020, RTE, Syndicat des énergies renouvelables, ERDF et ADEef

Par ailleurs, les sites de production d'énergie renouvelable devront prendre en compte la préservation de la trame verte et bleue et du foncier (dont les espaces agricoles). Leur implantation sera conditionnée à une intégration paysagère et naturelle harmonieuse, ainsi qu'au respect des réglementations ou préconisations liées à la protection de secteurs sensibles (sites inscrits et classés, Grands sites de France, biens inscrits au Patrimoine mondial et Géoparcs de l'Unesco, etc.).

Enfin, à l'échelle du territoire, les acteurs pourront engager une réflexion sur le développement en cohérence de la production d'énergie renouvelable d'une part, et d'autre part des équipements de pilotage énergétique intelligent, et de stockage de l'énergie.

Le projet situé sur la commune de Montmeyran est tout à fait compatible avec la règle 29 du fascicule du SRADDET. Le foncier agricole et la trame verte et bleue sont préservés puisque le projet de parc est situé sur une ancienne carrière.

3.2.5 A l'échelle de de l'aire urbaine de Valence

Le territoire est doté d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Le document de planification des politiques territoriales d'aménagement, a été créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000.

Il a pour but de proposer une organisation globale cohérente des choix stratégiques du territoire pris notamment dans le domaine de l'urbanisme, de l'habitat, du développement économique, des transports, des déplacements et de la protection de l'environnement, les traduire spatialement, constituer une feuille de route et d'orienter de manière cohérente les politiques structurantes conduites par l'ensemble des acteurs publics ou privés.

Le SCoT du Grand Rovaltain est entré en vigueur le 17 janvier 2017.

Dans le cadre de ce document de planification territoriale, le Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Rovaltain Drôme-Ardèche a fixé certains objectifs en matière de valorisation des énergies renouvelables.

En particulier, le document approuvé a fixé dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), des prescriptions en matière de promotion de la production d'énergie renouvelable dans le respect des enjeux environnementaux et économiques du territoires.

La commune de Montmeyran souhaite aller vers une politique volontariste en faveur de la protection de l'environnement et la valorisation des ressources locales et ainsi développer et promouvoir les énergies renouvelables sur son territoire. Le projet de parc solaire situé sur la commune aura une puissance d'environ 2,2 MWc et produira près de 3 190 MWh par an.

3.2.6 Retombées économiques

L'activité du parc photovoltaïque engendre des retombées économiques locales. Il apporte d'une part une activité économique sur le territoire : la construction répartie sur 4 mois environ, l'entretien du site et la maintenance des installations qui génèrent une activité pour les fournisseurs, entreprises, restauration et commerces locaux sur la durée d'exploitation.

D'autre part, le parc permet des retombées économiques pour les collectivités locales (commune de Montmeyran, communauté d'agglomération Valence Romans Agglo, le département et la Région) dans le cadre des différentes taxes et impôts perçus par les collectivités, qui sont :

- La CET : Contribution Economique Territoriale ;

Le champ d'application de la CET pour les entreprises de production d'énergie (dont les parcs solaires) se décline sur deux volets :

- CFE : Cotisation Foncière des Entreprises
- CVAE : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises
- L'IFER : Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseau, applicable à des sociétés dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire ou des télécommunications. L'une de ses composantes porte sur les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque ;
- La taxe sur le foncier bâti

D'après l'organisme ENERPLAN (association de professionnels de la filière photovoltaïque), les retombées annuelles pour les collectivités locales sont d'environ 10 000 à 12 000 euros par MWc installé.

Avec ce projet de parc photovoltaïque, la commune de Montmeyran souhaite valoriser son potentiel en matière d'énergies renouvelables et participer à la réalisation des objectifs en matière de développement des énergies renouvelables fixés à l'échelle nationale et locale, permettant de diminuer le recours aux énergies fossiles, limiter les émissions de gaz à effets de serre et renforcer l'indépendance énergétique du pays. En particulier, le développement du photovoltaïque a été identifié comme l'un des principaux leviers permettant d'atteindre les objectifs nationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Il offre également des perspectives de développement économique et de l'emploi local en confortant la filière photovoltaïque sur le territoire. Son intérêt général à l'échelle locale et nationale est certain.

CHAPITRE 4. MISE EN COMPATIBILITE DU DOCUMENT D'URBANISME

4.1 LES CONTRAINTES IDENTIFIEES DANS LE PLU

■ Analyse des dispositions du PLU

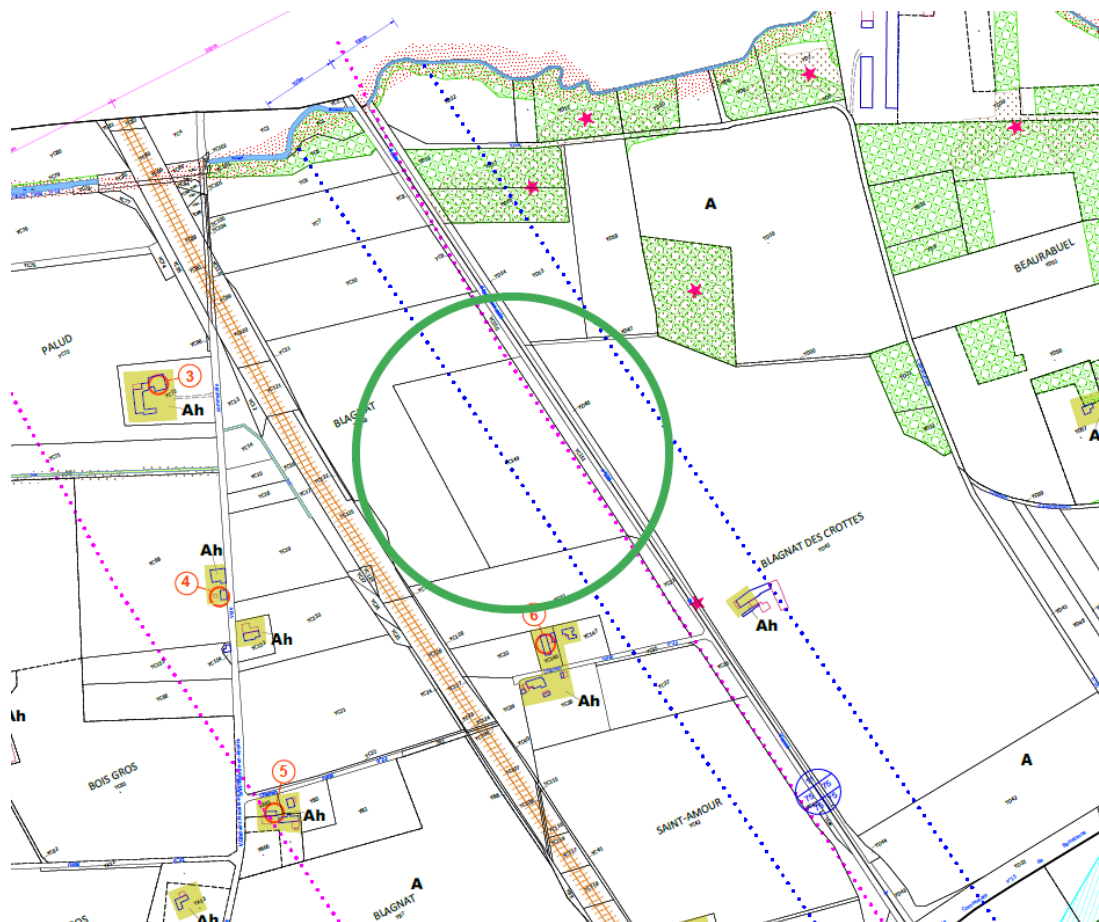
La commune de Montmeyran dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Il a été approuvé le 29 septembre 2013. Ce document a connu deux mises à jour, le 14 avril 2016 et le 24 janvier 2018.

Les documents qui composent le PLU sont présentés ci-dessous. Le projet de parc photovoltaïque est étudié par rapport à chacun d'entre eux.

Le règlement graphique, le règlement littéral et les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont opposables aux autorisations d'urbanisme.

• Règlement graphique

Le terrain d'implantation de la centrale photovoltaïque est situé dans la zone A (agricole) du PLU. Les tirets bleus et roses matérialisent les zones de bruit par rapport à la route (bleus) et par rapport à la voie ferrée (rose).



Carte 9. Extrait du règlement graphique du PLU au niveau de la localisation du projet

- **Règlement littéral**

Le projet étant situé dans la zone A, il faut regarder son règlement.

L'article A2 régleme les occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières :

ARTICLE A2 • OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES

1° Dans la zone A non inondable, sont admis :

a) les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole.

Figure 2. Extrait du règlement du PLU de Montmeyran

- **Orientations d'Aménagement et de Programmation**

Aucune OAP n'est présente au niveau de la localisation du projet.

- **Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Le projet de la commune, inscrit dans le PADD, prévoit, dans son objectif 5 de « lutter contre le réchauffement climatique ».

- **Rapport de présentation**

Le rapport de présentation justifie les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Concernant les énergies renouvelables et les performances énergétiques, la volonté politique de la commune est précisée page 60. « *Un effort tout particulier devra être fait dans le domaine du développement photovoltaïque tout en veillant à ce que ces nouvelles infrastructures ne soient pas réalisées au détriment de l'agriculture (interdiction de réaliser des parcs photovoltaïques au sol)* ».

■ Rappel réglementaire

- Article L. 111-6 du Code de l'Urbanisme :

En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Cette interdiction s'applique également dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre des routes visées à l'article L. 141-19.

- Article L. 111-7 du Code de l'Urbanisme

L'interdiction mentionnée à l'article L. 111-6 ne s'applique pas :

1. Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
2. Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
3. Aux bâtiments d'exploitation agricole ;
4. Aux réseaux d'intérêt public ;
5. Aux infrastructures de production d'énergie solaire lorsqu'elles sont installées sur des parcelles déclassées par suite d'un changement de tracé des voies du domaine public routier ou de l'ouverture d'une voie nouvelle ou sur les aires de repos, les aires de service et les aires de stationnement situées sur le réseau routier.

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

- Article L. 111-8 du Code de l'Urbanisme

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Afin de lever la bande d'inconstructibilité, une étude dite d'entrée de ville doit être réalisée, justifiant de la prise en compte de la sécurité routière, des nuisances, de l'architecture, du paysage et de l'urbanisme.

Elle permettra l'implantation du projet à moins de 75 mètres du milieu de la RD 538.

4.2 LES MODIFICATIONS APPORTEES AU PLU

Le PLU, dans le cadre de la déclaration de projet valant mise en compatibilité, doit faire l'objet de plusieurs évolutions :

- La réalisation de l'étude d'entrée de ville va permettre l'implantation du parc photovoltaïque au sol à moins de 75 mètres du milieu de la RD 538 ;
- Une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) doit être créée afin de prendre en compte le nouveau recul prescrit par l'étude d'entrée de ville. Elle prendra aussi en compte les éléments de préservation de l'environnement présentés dans l'étude d'impact ;
- Sachant qu'une évolution du document était nécessaire pour voir aboutir le projet, la commune a souhaité identifier spécifiquement le projet dans le règlement graphique en créant un secteur dédié à l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol, Npv ;
- Le règlement littéral doit donc être complété avec la création du secteur Npv ;
- Le rapport de présentation doit être complété afin de préciser que le parc photovoltaïque ne s'implante pas au détriment de l'agriculture.

Le rapport de présentation du PLU sera complété par la présente notice afin de maintenir la cohérence globale entre les différentes pièces du PLU.

4.2.1 L'étude d'entrée de ville

Un dossier de dérogation à l'article L. 111-6 du Code de l'Urbanisme est créé dans le cadre de la procédure de déclaration de projet, il sera annexé au dossier de PLU.

4.2.2 Création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation

Afin de prendre en compte les prescriptions faites dans le cadre de la réalisation de l'étude d'entrée de ville sur le nouveau recul prescrit par rapport à la RD 538 et pour protéger les éléments de patrimoine naturel identifiés dans le cadre de la réalisation de l'étude d'impact, une OAP est créée.

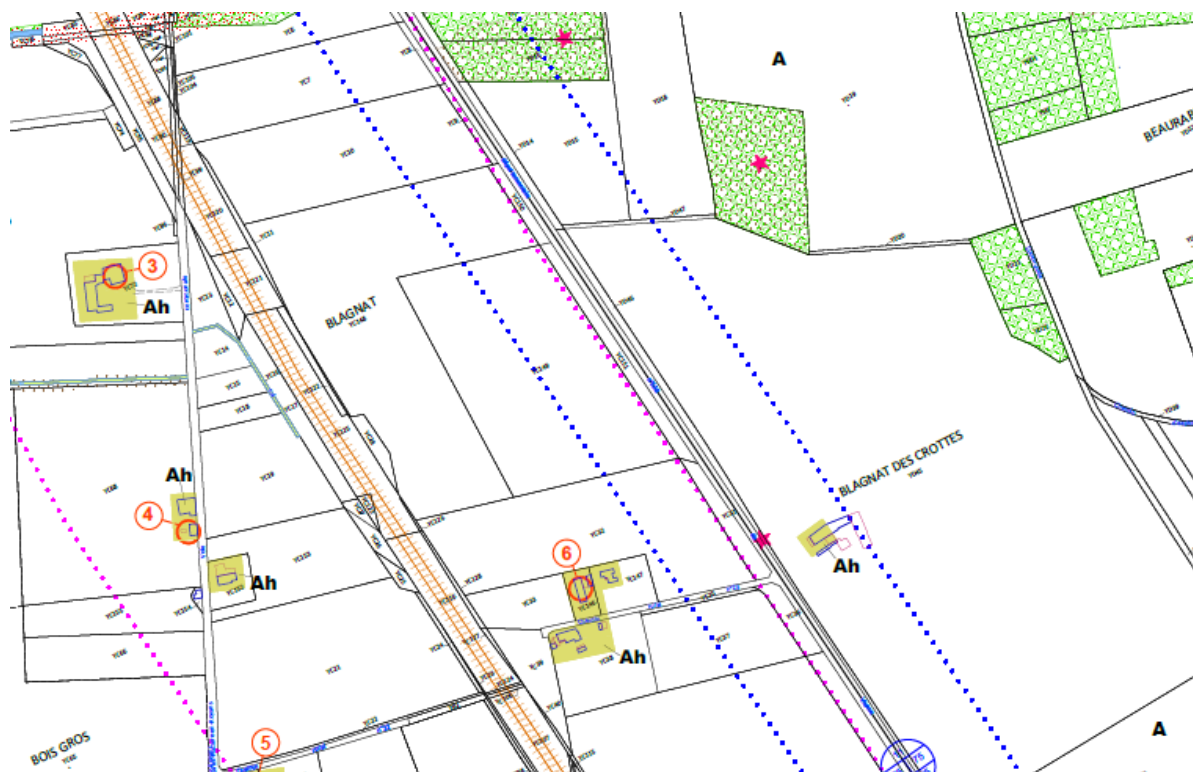
Les constructions devront donc se faire, au minimum avec un recul de 15 mètres (par-delà le merlon) par rapport au milieu de la départementale classée à grande circulation.

Les mesures paysagères et environnementales sont identifiées. Elles sont présentées dans l'étude d'impact du projet et sont reprises dans le cadre du permis de construire.

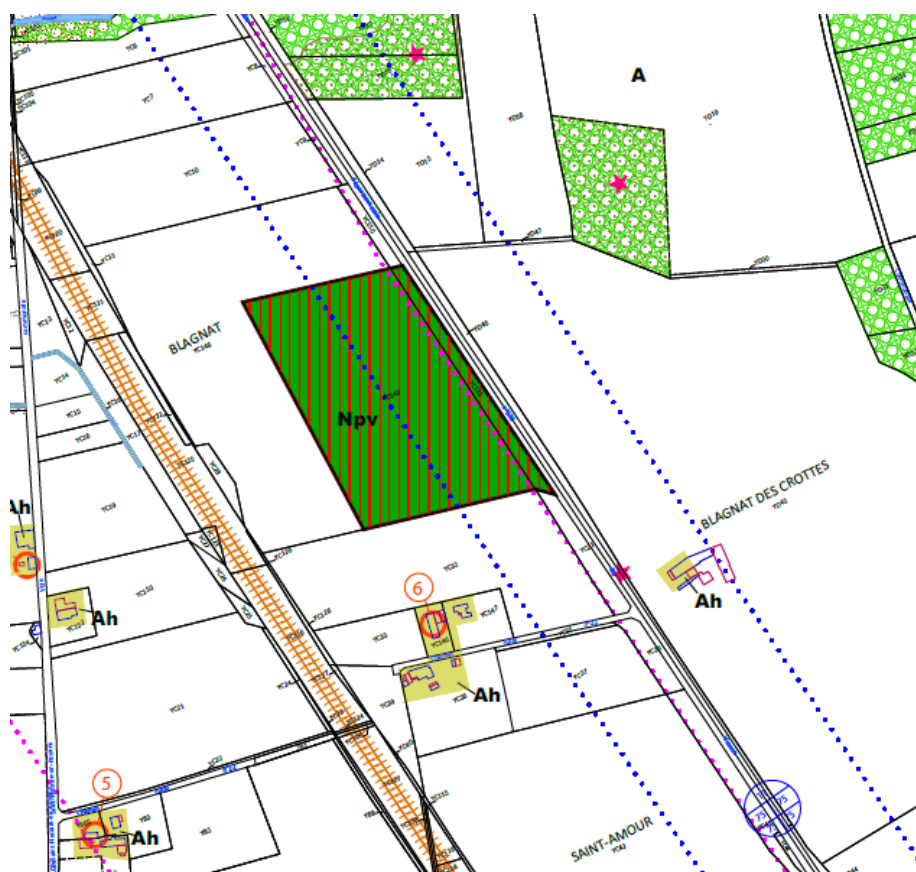
La zone est occupée en partie par le parc photovoltaïque au sol. Les espaces où des enjeux environnementaux ont été identifiés par les études écologiques sont préservés. L'impact visuel est bien pris en compte dans le projet.

4.2.3 Le règlement graphique

4.2.3.1 Zonage initial (extrait)



4.2.3.2 Zonage modifié (extrait)



4.2.4 Le règlement littéral

Le règlement littéral évolue afin de créer les dispositions du nouveau secteur Npv destiné à recevoir des installations liées à la production d'énergies renouvelables.

Le règlement n'autorise que ce type de constructions dans l'article N2. L'article N11, relatif à l'aspect extérieur des constructions, est également complété avec des dispositions concernant le traitement des clôtures et l'aspect des constructions.

4.2.4.1 Règlement initial – Zone N – caractère de la zone (extrait)

La zone N correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Elle est pour partie soumise à des risques d'inondations et/ou à des risques technologiques. Les secteurs concernés sont repérés sur les documents graphiques du règlement par une trame spécifique.

Cette zone comporte 3 secteurs :

- les secteurs d'habitat diffus Nh
- deux secteurs à vocation de loisirs NL
- un secteur NS à vocation de sports situé en intégralité en zone inondable

4.2.4.2 Règlement modifié – Zone N – caractère de la zone (extrait)

La zone N correspond aux secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Elle est pour partie soumise à des risques d'inondations et/ou à des risques technologiques. Les secteurs concernés sont repérés sur les documents graphiques du règlement par une trame spécifique.

Cette zone comporte ~~3~~4 secteurs :

- les secteurs d'habitat diffus Nh
- deux secteurs à vocation de loisirs NL
- un secteur NS à vocation de sports situé en intégralité en zone inondable
- un secteur Npv destiné à accueillir les installations liées à la production d'énergies renouvelables.

4.2.4.3 Règlement initial – Zone N – Article N2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières (extrait)

1° Dans la zone N non inondable, sont admises :

Les constructions et installations classées ou non nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux (voirie, réseaux divers canalisations de transport de gaz, traitement des déchets, transports collectifs, pylônes...) non destinées à l'accueil de personnes, sous réserve que toute mesure soit prise pour limiter les incidences sur les paysages, l'environnement, la sécurité et la salubrité publique.

2° Dans le secteur Nh non inondable, seuls sont autorisés :

a) L'aménagement et l'extension limitée à 33 % de la surface de plancher des habitations existantes dans la limite de 250m² de plancher au total (existant + extension)

b) Les annexes (piscines, garages, abris de jardin...) non accolées aux habitations existantes, sous réserve d'être implantées à proximité immédiate de l'habitation dont elles dépendent La superficie des annexes est limitée à 40m² de surface de plancher.

3° Dans le secteur NL seuls sont autorisés :

a) L'aménagement des bâtiments existants, sans changement de volume, à condition qu'il corresponde à la vocation de la zone.

b) Les constructions liées aux activités de loisirs à condition d'avoir une surface de plancher inférieure à 10m².

4° Dans la zone inondable, s'appliquent les règles mentionnées au paragraphe 2.4 des dispositions générales.

De plus, s'appliquent les dispositions suivantes :

Peuvent être autorisés, à condition de pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et de ne pas aggraver les risques et leurs effets.

a) les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants

b) les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.

c) les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, éoliennes...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative en dehors de la zone inondable n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation hors zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10m de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.

d) les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du Code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.

e) les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et à l'aval.

5° Dans le secteur Nh inondable, seules sont autorisées :

a) la surélévation des constructions existantes à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements.

b) L'extension au sol des constructions à usage d'habitation aux conditions suivantes : sans création de logement, l'emprise au sol ne dépassera pas 20m² et l'extension sera réalisée soit sur vide sanitaire, soit sur un premier niveau qui ne pourra pas recevoir une pièce habitable.

c) La création de garage individuel fermé situés sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20m².

d) Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.

e) Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². les équipements sensibles et les réseaux électriques seront, si possible, disposés hors d'eau.

f) La création d'abris de jardin ou appentis situés sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20m².

6° Dans le secteur NS est autorisée :

L'extension au sol des constructions à usage d'Etablissement Recevant du Public (ERP) aux conditions suivantes :

- l'extension ne peut excéder 10 % de l'emprise au sol initiale,

- si l'extension correspond à la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,

- l'extension ne doit pas entraîner une augmentation de la population accueillie.

4.2.4.4 Règlement modifié – Zone N – Article N2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières (extrait)

1° Dans la zone N non inondable, sont admises :

Les constructions et installations classées ou non nécessaires à l'exploitation et à la gestion des réseaux (voirie, réseaux divers canalisations de transport de gaz, traitement des déchets, transports collectifs, pylônes...) non destinées à l'accueil de personnes, sous réserve que toute mesure soit prise pour limiter les incidences sur les paysages, l'environnement, la sécurité et la salubrité publique.

2° Dans le secteur Nh non inondable, seuls sont autorisés :

a) L'aménagement et l'extension limitée à 33 % de la surface de plancher des habitations existantes dans la limite de 250m² de plancher au total (existant + extension)

b) Les annexes (piscines, garages, abris de jardin...) non accolées aux habitations existantes, sous réserve d'être implantées à proximité immédiate de l'habitation dont elles dépendent La superficie des annexes est limitée à 40m² de surface de plancher.

3° Dans le secteur NL seuls sont autorisés :

- a) L'aménagement des bâtiments existants, sans changement de volume, à condition qu'il corresponde à la vocation de la zone.
- b) Les constructions liées aux activités de loisirs à condition d'avoir une surface de plancher inférieure à 10m².

4° Dans la zone inondable, s'appliquent les règles mentionnées au paragraphe 2.4 des dispositions générales.

De plus, s'appliquent les dispositions suivantes :

Peuvent être autorisés, à condition de pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et de ne pas aggraver les risques et leurs effets.

- a) les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants
- b) les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- c) les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe-line, éoliennes...) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative en dehors de la zone inondable n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation hors zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10m de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- d) les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du Code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- e) les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et à l'aval.

5° Dans le secteur Nh inondable, seules sont autorisées :

- a) la surélévation des constructions existantes à usage d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements.
- b) L'extension au sol des constructions à usage d'habitation aux conditions suivantes : sans création de logement, l'emprise au sol ne dépassera pas 20m² et l'extension sera réalisée soit sur vide sanitaire, soit sur un premier niveau qui ne pourra pas recevoir une pièce habitable.
- c) La création de garage individuel fermé situés sous la cote de référence dont la superficie ne dépasse pas 20m².

- d) Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- e) Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². les équipements sensibles et les réseaux électriques seront, si possible, disposés hors d'eau.
- f) La création d'abris de jardin ou appentis situés sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20m².

6° Dans le secteur NS est autorisée :

L'extension au sol des constructions à usage d'Etablissement Recevant du Public (ERP) aux conditions suivantes :

- l'extension ne peut excéder 10 % de l'emprise au sol initiale,
- si l'extension correspond à la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
- l'extension ne doit pas entraîner une augmentation de la population accueillie.

7° Dans le secteur Npv sont autorisés :

- a) Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif
- b) Les installations de production d'électricité renouvelables photovoltaïque et les installations et équipements associés.

8° Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs sont autorisés dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.

4.2.4.5 Règlement initial – Zone N – Article N11 – Aspect extérieur des constructions (extrait)

Les dispositions du présent article ne sont pas exigées, ni pour les constructions à usage d'équipement public ou d'intérêt collectif, ni pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

1° Insertion de la construction dans son environnement naturel et bâti : elle doit être assurée conformément aux dispositions du présent article, dans le respect des conditions de forme de l'article R. 421-2 du Code de l'Urbanisme (volet paysager du permis de construire).

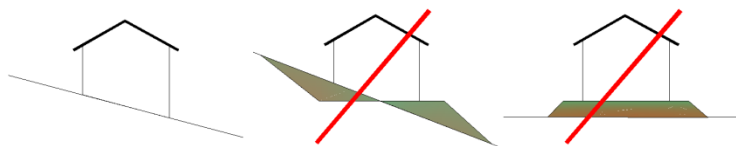
Les constructions dans le style traditionnel des autres régions, sont interdites, de même que les imitations d'architectures d'une autre époque.

Peuvent être autorisées les constructions présentant des caractéristiques architecturales innovantes.

2° Implantation des constructions et rapport au terrain naturel.

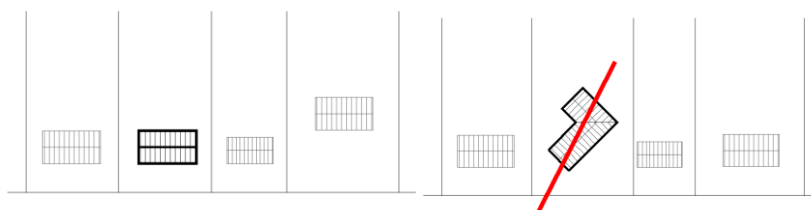
La construction doit être adaptée au terrain et étudiée en fonction de la pente du terrain d'assiette.

Les mouvements de terrain (déblais, remblais) nécessaires à l'implantation de la construction doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.



3° implantation des constructions par rapport aux voies.

La construction doit être implantée parallèlement ou perpendiculairement aux voies. Toute implantation différente doit être techniquement justifiée.



Pour les constructions à usage d'habitation : cf. article 2.6.1 et 2.6.2 des dispositions générales.

Pour les autres constructions : cf. article 2.6.1 et 2.6.3.

4.2.4.6 Règlement modifié – Zone N – Article N2 – Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières (extrait)

Les dispositions du présent article ne sont pas exigées, ni pour les constructions à usage d'équipement public ou d'intérêt collectif, ni pour les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif.

1° Insertion de la construction dans son environnement naturel et bâti : elle doit être assurée conformément aux dispositions du présent article, dans le respect des conditions de forme de l'article R. 421-2 du Code de l'Urbanisme (volet paysager du permis de construire).

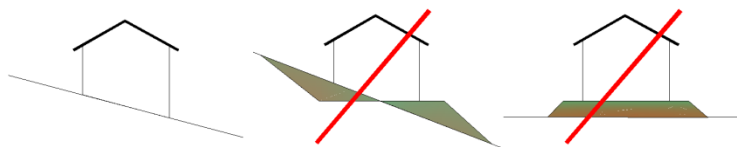
Les constructions dans le style traditionnel des autres régions, sont interdites, de même que les imitations d'architectures d'une autre époque.

Peuvent être autorisées les constructions présentant des caractéristiques architecturales innovantes.

2° Implantation des constructions et rapport au terrain naturel.

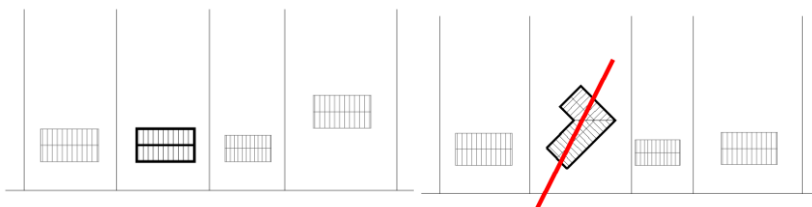
La construction doit être adaptée au terrain et étudiée en fonction de la pente du terrain d'assiette.

Les mouvements de terrain (déblais, remblais) nécessaires à l'implantation de la construction doivent être limités aux stricts besoins techniques et ne doivent pas conduire à une émergence de la construction dans le paysage.



3° implantation des constructions par rapport aux voies.

La construction doit être implantée parallèlement ou perpendiculairement aux voies. Toute implantation différente doit être techniquement justifiée.



Pour les constructions à usage d'habitation : cf. article 2.6.1 et 2.6.2 des dispositions générales.

Pour les autres constructions : cf. article 2.6.1 et 2.6.3.

4° Dans le secteur Npv :

Les clôtures doivent être de couleur foncée dans des teintes de marron, brun ou gris chaud.

Les ouvrages techniques (tels que les postes de livraison ou de transformation) doivent s'insérer dans leur environnement. Pour cela, ils doivent être recouverts d'un revêtement d'aspect bois ou d'un enduit de couleur marron ou vert foncé.

4.2.5 Le rapport de présentation

Le rapport de présentation est complété avec la présente notice.

La déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU est réalisée pour permettre l'implantation d'un parc photovoltaïque au sol en diminuant le recul imposé par la présence, le long du site, d'une voie classée à grande circulation.

Le rapport de présentation du PLU exposait les éléments suivants :

« Un effort tout particulier devra être fait dans le domaine du développement du photovoltaïque, tout en veillant à ce que ces nouvelles infrastructures ne soient pas réalisées au détriment de l'agriculture (interdiction de réaliser des parcs photovoltaïques au sol). »

Le projet d'implantation du parc photovoltaïque est situé dans la zone A du PLU approuvé.

Il faut cependant noter que les deux parcelles cadastrées YC151 et YC149 sont le site d'une ancienne carrière d'extraction de granulats. Il n'y a aucune activité agricole sur le secteur.

Le projet ne se fait donc pas au détriment de l'agriculture dont les terrains sont préservés.

CHAPITRE 5. ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES

Le code de l'urbanisme liste les documents cadres en fonction du niveau juridique relationnel entre le PLU et les dits documents. Ainsi, le PLU doit :

- Être compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux...
- Prendre en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique et le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie....

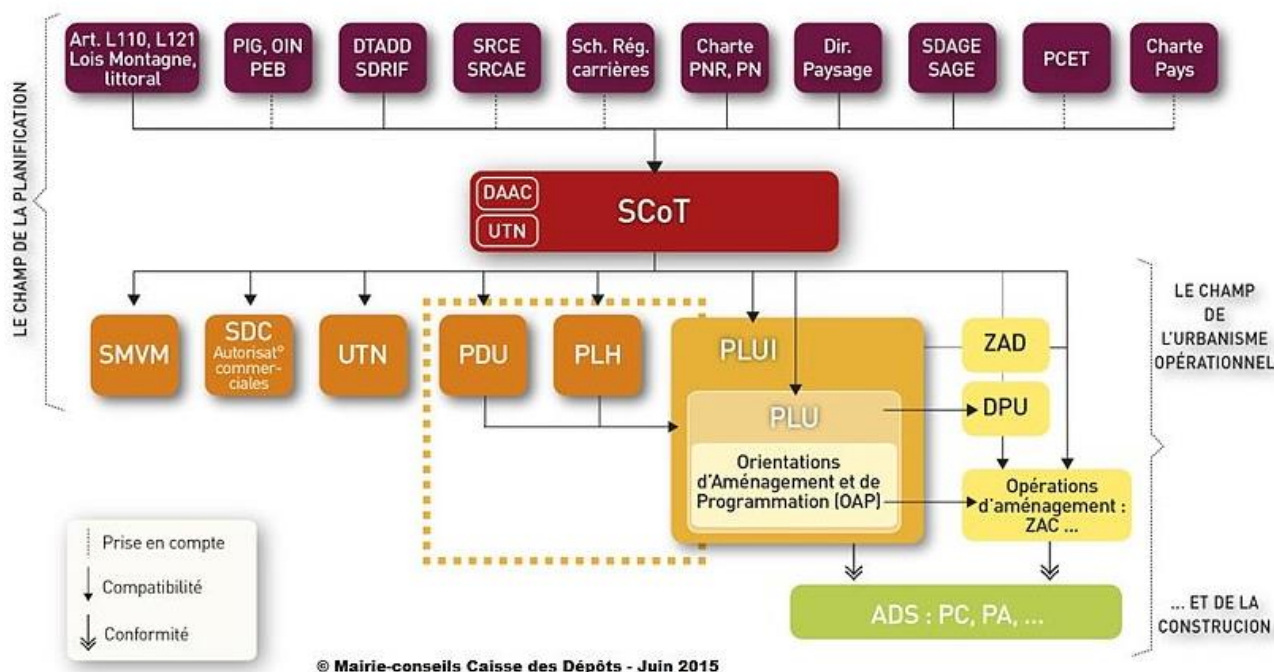


Figure 3. Hiérarchie des documents de planification

La compatibilité n'est pas définie précisément dans les textes de loi. Il s'agit d'une obligation de non contrariété : un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation.

La commune est couverte par le Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Rovaltain.

Le SCoT du Grand Rovaltain est entré en vigueur en 2017. Il regroupe 310 000 habitants réparties sur 108 communes partagées en 3 EPCI :

- La Communauté d'Agglomération Valence Romans Agglo ;
- La Communauté de Communes Arche Agglo ;
- La Communauté de Communes Rhône Crussol.

La loi ALUR de 2014 positionne le SCoT comme stratégique et intégrateur des politiques publiques. Il constitue dorénavant le seul document de référence avec lequel notamment, les documents d'urbanisme doivent être compatibles. Il joue par conséquent un rôle primordial pour intégrer et territorialiser les documents supérieurs.

Le SCoT du Grand Rovaltain ayant été approuvé postérieurement à la loi ALUR, il est intégrateur, le PLU doit donc, dès lors, uniquement être compatible avec ce document supra-communal.

L'analyse de la compatibilité de la procédure doit donc être démontrée au regard du SCoT.

- **Le PADD**

Le SCoT souhaite « *S'engager dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique* » dans son orientation 2.5 du PADD. C'est une volonté forte avec des engagements liés au SRCAE.

« En cohérence avec le SRCAE approuvé en avril 2014 et le Plan Climat Air Energie Territoire de l'Agglomération de Valence-Romans Sud Rhône-Alpes, le Grand Rovaltain s'inscrit dans les engagements nationaux du facteur 4 – diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050 – et les objectifs européens des « 3x20% » – à l'horizon 2020, augmenter de 20% l'efficacité énergétique, réduire de 20% nos consommations énergétiques, produire 20% de l'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables.

Des efforts vertueux devront être entrepris, qui nécessitent d'actionner les leviers à disposition en termes d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique et de production raisonnée d'ENR, mesures d'adaptation du territoire pour se prémunir des vulnérabilités. »

Le SCoT souhaite :

- Contribuer à la sobriété à l'efficacité énergétique ;
- Adapter le territoire au changement climatique ;
- Promouvoir la production d'énergies renouvelables.

« Des projets de production d'énergies renouvelables émergent sur le Grand Rovaltain. Le SCoT souhaite encourager et accompagner ce développement afin d'améliorer le ratio entre l'offre locale et les besoins en énergie. Le projet promeut ainsi les dispositifs raisonnés de production d'énergies renouvelables et de chaleur à partir de ressources du soleil, du vent, du bois, de la géothermie, de la biomasse et de la chaleur fatale.

Les implantations de sites de production ENR ne doivent pas remettre en cause la qualité paysagère des grands ensembles naturels à forte valeur identitaire et les points de vue qu'ils n'offrent ni les usages agricoles et forestiers sur les parties de territoires concernés par les implantations ni altérer les fonctionnalités écosystémiques de la trame verte et bleue. »

L'évolution du PLU est compatible avec les orientations du PADD. Le projet permet d'engager la commune dans la transition énergétique.

Le projet est compatible avec les enjeux agricoles dans la mesure où il s'agit d'une ancienne carrière qui n'était astreinte à aucune remise en état agricole après exploitation et qui ne génère aucune mesure de compensation environnementale susceptible d'impacter les espaces agricoles.

- **Le Document d'Orientations et d'Objectifs**

L'orientation 2.4 du DOO a pour objectif de « *promouvoir la production d'énergie renouvelable dans le respect des enjeux environnementaux et économiques du territoire* ».

« *En lien avec les objectifs nationaux et locaux, notamment ceux des PCET approuvés dans le Grand Rovaltain, le SCoT incite à la diminution de l'utilisation des énergies fossiles en valorisant les sources d'énergies renouvelables et de production de chaleur du territoire.* »

« *Ainsi, les règlements favorisent prioritairement le développement du solaire ou du photovoltaïque et éolien sur bâtiments ou sur parkings, plutôt qu'au sol, sous réserve de favoriser la bonne intégration paysagère et architecturale.*

Des installations au sol peuvent être autorisées sous réserve que les sites sont préférentiellement d'anciennes carrières, de décharges, de sites où les sols sont durablement pollués ou des délaissés routiers ou autoroutiers. A contrario, les terrains à vocation ou à potentiel agricoles, qu'ils soient ou non en friche, ne sont pas susceptibles d'accueillir des installations solaires au sol, à plus forte raison s'ils sont irrigués ou facilement irrigables.

L'évolution du PLU est compatible avec les orientations du DOO.

Le projet est compatible avec les enjeux agricoles dans la mesure où il s'agit d'une ancienne carrière qui n'était astreinte à aucune remise en état agricole après exploitation et qui ne génère aucune mesure de compensation environnementale susceptible d'impacter les espaces agricoles.

La création d'un secteur « Npv » où seule l'installation d'un parc photovoltaïque au sol et ses équipements nécessaires à son fonctionnement est compatible avec le SCoT.

L'étude d'entrée de ville réalisée dans le cadre de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU permettra de diminuer le recul imposé par la présence d'une voie classée à grande circulation.

Le PLU sera donc compatible avec le SCoT du Grand Rovaltain.

En respectant le SCOT intégrateur, la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU est donc compatible avec les documents suivants :

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion et des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée,
- Schémas d'Aménagement et de Gestion et des Eaux (SAGE) « Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence,
- Schéma Régional de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,
- Schéma Région de Cohérence Ecologique Rhône-Alpes,
- Schéma régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) Rhône-Alpes,
- Plan Climat Air Energie Territorial d'Auvergne-Rhône-Alpes.

CHAPITRE 6. INCIDENCES DES MESURES DU PROJET ET DU DOCUMENT D'URBANISME ET MESURES PRISES POUR EVITER, REDUIRE ET COMPENSER

D'une manière générale, la procédure de Déclaration de Projet valant mise en compatibilité du PLU permet à la commune de valoriser les énergies renouvelables présentes sur son territoire et d'œuvrer à la lutte contre le réchauffement climatique. Toutefois, ces évolutions du document d'urbanisme ne doivent pas remettre en cause les objectifs de respect du patrimoine local, des espaces naturels, des espaces agricoles et du cadre de vie des habitants. L'activité humaine a nécessairement un impact sur l'environnement. La déclaration de projet entraîne donc des changements sur l'environnement naturel et urbain.

La déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU met en œuvre, au travers d'orientations générales et d'outils réglementaires, les moyens nécessaires à la réalisation du projet. Ces choix sont toutefois fondés sur un souci de prise en compte de l'environnement et s'appuient sur les travaux réalisés dans le cadre de la définition du projet et de la conduite de l'étude d'impact environnemental, démarche issue de la méthode « éviter, réduire, compenser, accompagner ».

6.1 LES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LE MILIEU PHYSIQUE

6.1.1 Qualité de l'air

D'une façon globale, l'utilisation de l'énergie solaire, énergie renouvelable, a des effets positifs sur l'amélioration de la qualité de l'air en ne produisant aucun rejet dans l'atmosphère. Le recours aux énergies renouvelables cherche, à terme, à réduire la production d'énergie à partir des énergies fossiles émettrices de polluants. L'incidence est positive.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur la qualité de l'air. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.1.2 Géologie et relief

Le projet de mise en compatibilité du PLU adapte le zonage au projet en l'identifiant avec un secteur Npv. Il n'y a pas d'impact sur la géologie ou le relief.

Aucune incidence négative n'est attendue au travers de la mise en compatibilité du PLU. En conséquence, aucune mesure n'est attendue.

6.1.3 Qualité des sols

Les sols ont été modifiés suite à l'extraction de granulats. L'enjeu relatif à la qualité des sols est faible compte tenu de la potentialité agricole médiocre des terrains.

Aucune incidence négative n'est attendue au travers de la mise en compatibilité du PLU. En conséquence, aucune mesure n'est attendue.

6.1.4 Hydrogéologie

Les enjeux du projet sont de préserver de la qualité des eaux, limiter la modification de la perméabilité du sol et donc des échanges hydrogéologiques et limiter les enjeux de pollution et/ou modification de captages. Le projet de mise en compatibilité du PLU

Une mesure de réduction est mise en place dans le cadre du projet.

L'espace chantier est aménagé et sécurisé dès son ouverture avec la mise en place d'un barriérage et d'un accès strictement réservé aux engins et personnels habilités. L'avitaillement des engins en carburant et le stockage de tous les produits présentant un risque de pollution (carburant, lubrifiants, solvants, déchets dangereux) seront réalisés sur un périmètre uniquement réservé à cet effet. En fin de chantier, en cas de pollution du sol, le sol au droit de ce périmètre devra être excavé et acheminé vers un centre de traitement et/ou de stockage adapté.

Pour le cas où un déversement accidentel de carburant aurait lieu, le chantier sera équipé de plusieurs kits d'intervention comprenant :

- Une réserve d'absorbant ;
- Un dispositif de contention sur voirie.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur l'hydrogéologie. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.1.5 L'hydrologie

L'enjeu lié à l'hydrologie est qualifié de faible au niveau du secteur d'étude compte tenu de l'absence de réseau hydrographique.

Le parc photovoltaïque ne génère aucune imperméabilisation des sols, à l'exception du poste électrique (20 m²). En effet, les panneaux photovoltaïques sont espacés entre eux, ne modifiant pas l'écoulement des eaux de ruissellement. Les modalités d'infiltration des eaux pluviales seront inchangées et le projet est compatible avec les dispositions du SAGE.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur l'hydrologie. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.1.6 Risques naturels

■ Risque sismique

Le secteur d'étude se trouve dans une zone de sismicité modérée pouvant atteindre une intensité interpolée maximale de forte perception.

Par rapport à la typologie du projet et compte tenu que les aménagements sont « légers » et qu'aucune présence humaine permanente n'est envisagée, l'impact direct et permanent du projet sur cette thématique est jugé faible. Aucun effet cumulatif et aucun effet domino n'est à prévoir.

■ Risque de foudroiement

Le risque de foudroiement est une contrainte que le projet doit prendre en compte. Le risque peut causer d'importants dommages aux installations et éventuellement un départ d'incendie dans le milieu naturel environnant et/ou depuis les installations.

Compte tenu des aménagements envisagés (enherbement de l'emprise, localisation du site), de la sensibilité moyenne du massif au risque incendie et de la réglementation électrique (mise à la terre des infrastructures électriques), cet impact indirect et permanent est jugé faible. Des mesures doivent être prises.

■ Risque géotechnique

Concernant les risques « Carrières et cavités souterraines » et « Retrait et de gonflement des argiles », aucun impact significatif n'est à prévoir au niveau de la zone.

Pour le risque de mouvement de terrain, un impact faible est à prévoir sur la majeure partie de l'emprise.

■ Risque d'inondation

Compte tenu de la position de la zone, une faible sensibilité aux inondations est à prévoir.

Le choix de la variante a permis d'éviter au maximum les zones d'habitats caractéristiques de zones humides afin qu'ils jouent leur rôle pour l'infiltration. L'impact indirect et permanent est jugé faible.

■ Risque de remontée de nappe phréatique

Compte tenu de la position de la zone, de la pente et de la géologie du sous-sol, seul un impact très faible est à prévoir.

■ Risque d'incendie de forêt

L'impact indirect et permanent est jugé modéré compte tenu de la typologie du projet et de la sensibilité des milieux environnants au risque incendie. Des mesures doivent être mises en place et sont exigées par la réglementation et les exigences du SDIS.

■ Risque d'érosion des sols

Le faible terrassement va limiter ce risque grâce à la conservation des espèces semi-ligneuses et herbacées. On peut donc considérer que le coefficient de ruissellement sera proche de 0,5.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur les risques naturels. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2 LES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LE MILIEU NATUREL

6.2.1 Patrimoine naturel

Aucune ZNIR n'est recensée dans le secteur d'étude. Une ZNIEFF de type 1 est située dans l'aire d'étude proche. Un ENS est situé dans l'aire d'étude intermédiaire. Une ZNIEFF de type 1, une ZNIEFF de type 2, un PNR et un SIC/ZSC sont situés dans l'aire d'étude large.

Selon les informations disponibles auprès de la DREAL, le site du projet se situe en dehors de zone à dominante humide. La zone humide la plus proche se situe en dehors à plus de 800 m.

Aucune Réserve Naturelle Nationale ne se trouve au sein de la zone d'étude. Aucun impact significatif n'est à prévoir.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur le patrimoine naturel. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.2 Trame Verte et Bleue du Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Le secteur d'étude est situé au cœur d'une zone agricole et ne possède pas de réservoir de biodiversité d'après le SRCE. Le secteur est cependant situé au cœur d'un grand réseau de zones humides et au sud d'un grand corridor fuselé.

Durant la phase chantier, le dérangement est occasionné principalement par la circulation liée aux livraisons de matériel et de matériaux. En effet, un chantier photovoltaïque génère un nombre significatif de passages de véhicules. Les nuisances sonores associées peuvent donc entraîner une diminution de la fréquentation du site par l'avifaune voire une désertion pouvant aboutir à l'échec de couvées. Les moments de la préparation du sol, de l'enfoncement des pieux (dans le cas de pieux battus) et de la mise en place des postes (également les tranchées nécessaires au raccordement) sont les plus critiques car ils peuvent être à l'origine de fortes émissions de bruit et de vibrations.

Ce dérangement touche à la fois les individus du secteur d'étude, mais également ceux de l'aire proche. Il est susceptible d'engendrer l'arrêt de la nidification des espèces et/ou la mort directe ou indirecte des juvéniles non volants.

Les enjeux sont de préserver la fonctionnalité de la trame verte et bleue et d'éviter l'isolement de populations animales et végétales.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur la Trame Verte et Bleue. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.3 Flore et habitats

Les études écologiques ont permis de faire ressortir les principaux éléments suivants :

Les inventaires concernant la flore et les habitats naturels au niveau du secteur d'étude, n'ont révélé la présence d'aucune espèce protégée, que ce soit au niveau national (arrêté du 20 janvier 1982), régional (arrêté du 30 Mars 1990 complétant la liste nationale) ou figurant sur les listes annexes de la Directive européenne 92/43 (Directive Habitats), l'impact potentiel du projet sur la flore est donc qualifié de non significatif.

En outre, aucun habitat d'intérêt communautaire et/ou prioritaire n'est présent, mais plusieurs habitats naturels indicateurs de zones humides ont été relevés dans la partie sud du secteur d'étude. Elles se développent dans les zones topographiquement plus basses dans lesquelles les eaux pluviales s'accumulent lors des fortes précipitations. Devant l'importance croissante des politiques liées à l'eau et corrélativement celle des enjeux de préservation des zones humides, un enjeu modéré a été attribué à tous les habitats humides.

Les enjeux floristiques sont très faibles à faibles. Neuf espèces considérées déterminantes ZNIEFF en Rhône-Alpes ont été observées en 2017 ainsi que trois en 2018. En revanche, elles ne sont pas citées comme déterminantes pour la ZNIEFF la plus proche au secteur d'étude (Pas du pont et vallons alentours) et elles ne sont pas considérées comme espèces sensibles dans la région. Les autres espèces observées sur le terrain sont communes et ne possèdent pas un statut de conservation défavorable.

Le projet de mise en compatibilité du PLU présente un impact faible sur la flore et les habitats. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.4 Avifaune

Trente-quatre espèces ont été contactées dans le secteur d'étude en période de nidification et vingt-deux en période de migration postnuptiale. Onze espèces présentent un enjeu de patrimonialité de niveau modéré et deux un enjeu fort.

D'après les résultats des inventaires et des données bibliographiques communales, les enjeux avifaunistiques du secteur d'étude apparaissent modérés. Les espaces rudéraux présentent un enjeu de conservation modéré du fait de la nidification probable de l'Alouette des champs, tandis que fourrés arbustifs et forêt de régénération de peupliers représentent des habitats prisés par l'avifaune nicheuse locale (quatre espèces patrimoniales sont susceptibles d'y nidifier). Les milieux humides sont favorables à certaines espèces d'intérêt patrimonial d'après la bibliographie.

La zone d'implantation envisagée présente un impact résiduel faible sur l'avifaune en phase travaux et en phase d'exploitation. Aucune mesure compensatoire n'est à prévoir.

Le projet de mise en compatibilité du PLU présente un impact faible sur l'avifaune. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.5 Mammifères hors chiroptères

Cinq espèces de mammifère ont été recensées sur le secteur d'étude (dont une espèce protégée à faible enjeu) et six autres sont pressenties.

Aux vues des habitats, des espèces avérées et pressenties, les enjeux concernant les mammifères sont faibles sur le secteur d'étude hormis au niveau des fourrés et de la ripisylve où ils sont jugés modérés.

Les enjeux sont de préserver les Mammifères protégés ou patrimoniaux et de préserver les sites d'alimentation, de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur les mammifères hors chiroptères. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.6 Chiroptères

Cinq espèces de chauves-souris protégées ont été recensées sur le secteur d'étude et onze autres sont pressenties. Toutes sont susceptibles de fréquenter le secteur d'étude en transit et en chasse.

Au regard du secteur d'étude et de l'inventaire effectué, ainsi qu'en prenant compte des inventaires effectués par la LPO, le secteur d'étude possède un réel potentiel pour les chauves-souris, notamment concernant la chasse au regard de sa naturalité et son rôle de carrefour de corridors au cœur d'une zone agricole.

De plus, sa proximité avec le Vercors et ses zones naturelles augmente la probabilité qu'il soit fréquenté activement, bien qu'il semble y avoir des variations inter-nuits. Ainsi, les zones de chasse avérées sont évaluées à enjeu fort. Les autres habitats sont évalués à enjeu modéré.

Les enjeux sont de préserver les Chiroptères protégés ou patrimoniaux et de préserver les sites d'alimentation et les axes de déplacements.

L'impact brut étant fort, des mesures sont prises en compte et présentées ci-dessous :

- E01 : Conservation du merlon et les broussailles périphériques pour conserver la fonctionnalité écologique.
- E03 : Respecter strictement les emprises de la zone d'implantation retenue.
- E04 : Bannir l'utilisation de produits phytosanitaires.
- E05 : Bannir la mise en lumière du site.
- R06 : Utiliser des kits antipollution au cours des interventions de maintenance.
- R10 : Adaptation du planning travaux aux sensibilités écologiques du site.
- R15 : Gestion par fauche tardive des espaces interstitiels au sein du parc.
- Acc01 : Suivi environnemental du chantier par un coordinateur.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur les chiroptères après mesures ERCA. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.7 Herpétofaune

Deux espèces de reptiles à faible enjeu de conservation ont été recensées sur le secteur d'étude et à proximité immédiate. Quatre autres sont pressenties. Toutes sont susceptibles d'accomplir leur cycle biologique complet sur site.

Aux vues des habitats, des espèces avérées et pressenties, les enjeux concernant les reptiles sont faibles. Les friches, les fourrés, les tas de gravats et autres microhabitats (tas de bois...) possèdent un enjeu de conservation modéré. Ils servent en effet à la reproduction et à l'hivernation des espèces présentes.

Les enjeux sont de préserver les Reptiles protégés ou patrimoniaux et de préserver les sites de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur l'herpétofaune. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.8 Batrachofaune

Deux espèces d'amphibiens protégées ont été recensées sur le secteur d'étude et à proximité immédiate et trois autres sont pressenties.

Aux vues des habitats, des espèces avérées et pressenties, les enjeux concernant les amphibiens sont modérés au niveau des zones humides et des microhabitats favorables.

Les enjeux sont de préserver les Reptiles protégés ou patrimoniaux et de préserver les sites de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur les amphibiens. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.2.9 Entomofaune

Les observations de terrain ont permis de dénombrer 16 espèces de papillons de jour, 4 d'odonates (et 4 pressenties) et 5 d'orthoptères (et 9 pressenties).

Aucune espèce ne présente un enjeu patrimonial.

Aux vues des résultats des inventaires et des données bibliographiques communales, les enjeux entomologiques de la zone d'étude et de ses abords apparaissent faibles.

Les enjeux sont de préserver les Reptiles protégés ou patrimoniaux et de préserver les sites de reproduction, d'hivernation et les axes de déplacements.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'impact significatif sur l'entomofaune. En l'absence d'incidence, le PLU ne définit pas de mesures particulières. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.3 LES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LA SANTE, LA SECURITE ET LE CADRE DE VIE

6.3.1 Ambiance sonore

Les panneaux photovoltaïques en eux-mêmes, non mobiles, n'émettent pas de bruit. Les modules en fonctionnement sont en effet silencieux.

La seule source de bruit potentiel est celui du poste de livraison électrique intégré dans un bâtiment clos, couvert et insonorisé et situé à plus de 350 m de toute habitation.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur l'ambiance sonore. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.3.2 Effets optiques

Tant que les panneaux ne sont pas installés, aucun effet particulier n'est envisagé. Les surfaces modulaires lisses et brillantes peuvent polariser la lumière. Les reflets ou miroitements : les cellules photovoltaïques sont conçues pour capter le maximum du rayonnement solaire, ainsi la quantité de lumière réfléchie est donc très limitée.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur les riverains. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.3.3 Gestion des déchets

Le projet ne produit que peu de déchets. Les principaux déchets produits :

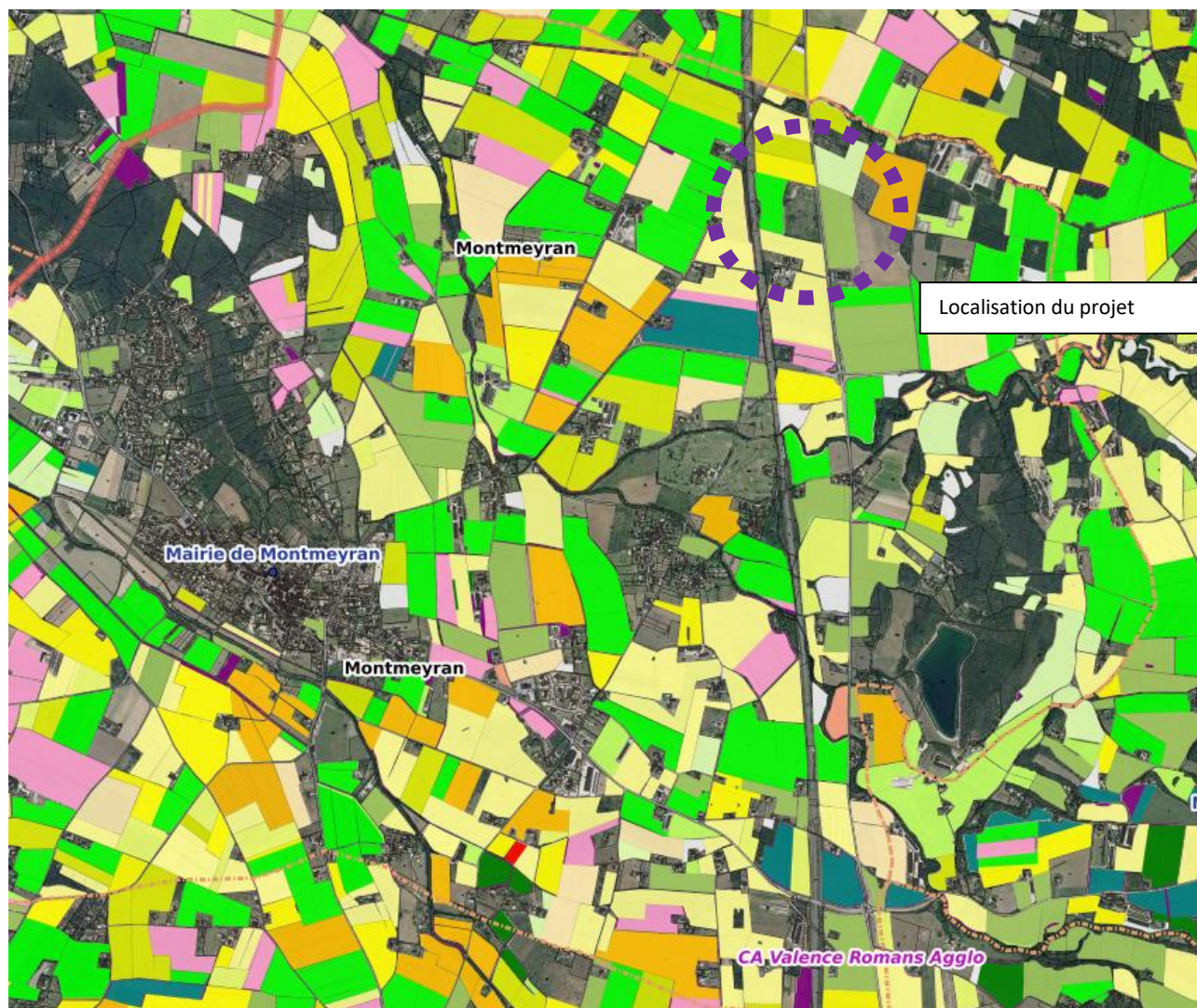
- Les déchets de chantiers dont les accessoires de conditionnement du matériel livré (palettes, feuillets, film plastique, cartons...) ;
- Des panneaux abîmés (transport et installation) et des équipements électriques défectueux qu'il faudra évacuer ;
- Eventuellement des éléments souillés par des pollutions accidentelles.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur la production de déchets. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.4 LES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LE MILIEU HUMAIN

6.4.1 Occupation du sol et agriculture

Le secteur d'étude ne présente aucun intérêt significatif pour l'agriculture du fait de son passé industriel qui a modifié les caractéristiques agronomiques du sol (extraction de matériaux).



Carte 10. Carte du Registre Parcellaire Graphique 2019 (source : géoportail)

Étant donné que le projet n'a aucun impact sur l'agriculture, aucune mesure de réduction, de suppression, de compensation n'est nécessaire. L'entretien de la strate basse végétale sera effectué par fauchage mécanique.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur l'agriculture. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.4.2 Risques technologiques

Aucun risque industriel n'est recensé dans le secteur d'étude et à proximité immédiate. Les deux établissements les plus proches sont des élevages. Au regard des éléments du contexte industriel et de l'éloignement des sites qui présentent le plus de risques, aucune contrainte particulière n'est recensée vis-à-vis du projet.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur les risques technologiques. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.4.3 Développement économique et équipements

Aucun commerce n'est présent sur le site du projet. Les travaux liés au programme seront cantonnés à l'emprise du site et n'auront donc pas d'impact sur l'aspect vitrine des commerces.

Au contraire, les effets attendus sont plutôt positifs car l'arrivée d'un parc solaire peut générer la présence de promeneurs et visiteurs, à même d'utiliser les équipements et commerces locaux. Le projet de mise en compatibilité du PLU présente ici un effet positif sur l'activité économique du secteur.

Aucune incidence négative ou mesure ne sont attendues en conséquence. Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur ces questions économiques et d'équipements. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.4.4 Déplacements, réseaux et servitudes

Les impacts du trafic se rapportent à des véhicules supplémentaires accédant au site en cours de construction et d'exploitation (véhicules de l'équipe de maintenance, touristes ou des riverains seront également amenés à venir sur le site...). Cet impact est toutefois jugé faible.

Le secteur d'étude est directement accessible depuis la RD 538 en provenance de Chabeuil depuis le Nord ou de Crest depuis le sud. Compte tenu de la largeur des voiries desservant le secteur d'étude, de son accès direct depuis la RD 538 et de la typologie de projet, un enjeu faible est à prévoir.

La Ligne Grande Vitesse (TGV Méditerranée), parallèle à la RD 538 traverse le territoire du Nord au Sud. Le secteur d'étude se localise entre ces deux infrastructures linéaires

Une servitude aéronautique est recensée au Nord et à l'Ouest du secteur d'étude relative à l'aéroport de Valence Chabeuil qui se situe à environ 9 km plus au nord. Aucune contrainte radar n'est identifiée. Deux antennes de télécommunication sont recensées à environ 450 m au nord-est.

Le réseau de télécommunication est présent le long de la RD 538 en limite du secteur d'étude. C'est un réseau aérien qui alimentait le petit bâtiment à l'entrée du site. Le Réseau de Transport d'Électricité (RTE) indique qu'une ligne de 400 kV est présente à proximité immédiate du secteur d'étude mais aucunement sur l'emprise des parcelles étudiées. Le poste électrique le plus proche se situe à plus de 7 km du secteur d'étude.

Une canalisation de gaz et une canalisation d'hydrocarbures sont recensées à l'Ouest des aires d'étude proche et intermédiaire. Compte tenu de l'éloignement de ces servitudes avec le secteur d'étude, aucune contrainte n'est à prévoir ; l'enjeu est qualifié de très faible.

Le projet de mise en compatibilité du PLU concerne la réalisation d'une étude dite d'entrée de ville réalisée afin de diminuer le recul imposé par la présence de la RD 538, voie classée à grande circulation.

Aucun besoin en matière de stationnement (absence de besoins) ou de cheminements (déjà existants) n'a été identifié. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.5 LES INCIDENCES ET MESURES DU PROJET DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE

6.5.1 Eléments du patrimoine

Aucune perception du site n'est possible depuis les monuments historiques du fait de la topographie ou des masques bâti et végétalisés de la plaine. Aucun site inscrit, classé, patrimonial remarquable ou UNESCO n'est présent dans les différentes aires d'études.

Le parc naturel régional du Vercors s'étend à l'Ouest, en dehors de notre périmètre d'étude. Sa limite se confondant avec la ligne de crête, il ne peut entretenir de relation visuelle avec le site d'étude que sur les chemins de randonnée parcourant les sommets.

Depuis sommets des coteaux et la ligne de crête du Vercors, les monuments historiques sont potentiellement visibles en même temps que le site d'étude. Cependant, les édifices sont situés soit dans un axe de vision différent que le projet, soit à une distance telle qu'ils ne sont pas discernables sans zoom optique.

Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur les éléments du patrimoine. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

6.5.2 Ambiance et perceptions visuelles

Les terrains du projet correspondent à une ancienne carrière partiellement réhabilitée, cicatrice topographique dessinant un creux dans la plaine. Malgré la reconquête végétale spontanée, l'empreinte humaine y est encore forte. En bordure de voie le merlon, trop rigide et géométrique, renvoie à l'exploitation passé.

Ainsi, le site forme une zone de délaissée, élément incongru n'ayant plus sa place au sein de l'entité agricole

Aujourd'hui, le site n'est fréquenté que par les naturalistes venant vérifier les mesures écologiques mises en place.

Autour du projet, le grand paysage présente un fort contraste entre la plaine à l'Ouest et les reliefs à l'Est. La plaine de Valence, dominée par l'agriculture est largement urbanisée. En dehors des quelques coteaux et buttes ponctuant le territoire, la topographie est quasiment plane. Un réseau de cours d'eau la traverse d'Est en Ouest et s'accompagne d'une végétation dense.

A l'Ouest, les contreforts du Vercors sont peu habités et largement boisés. Depuis les chemins parcourant la ligne de crête, les vues s'ouvrent parfois offrant des perspectives spectaculaires.

Le site, encastré dans la topographie, n'est jamais visible depuis la plaine, hormis sur les coteaux. Depuis les reliefs, le projet n'aura qu'un impact très limité par rapport à l'étendu du panorama et restera difficilement observable à l'œil nu.

Outre la réhabilitation de la carrière, le projet permettra de favoriser les linéaires arborés de la plaine, limitant ainsi et la banalisation des paysages.

Les effets cumulés peuvent être de type additionnel mais aussi de type fragmentaire par le ressenti de morcellement qu'ils induisent dans les entités paysagères.

Deux projets ont été retenus pour l'analyse des effets cumulés sur le paysage :

- Le parc photovoltaïque de Montéléger, à 8 km du site d'étude, et pour lequel un projet d'agrandissement est prévu.
- Le parking photovoltaïque du centre équestre des Pialoux à 2 km du site d'étude.

Les mesures sont présentées sur la carte ci-après.



LÉGENDE :

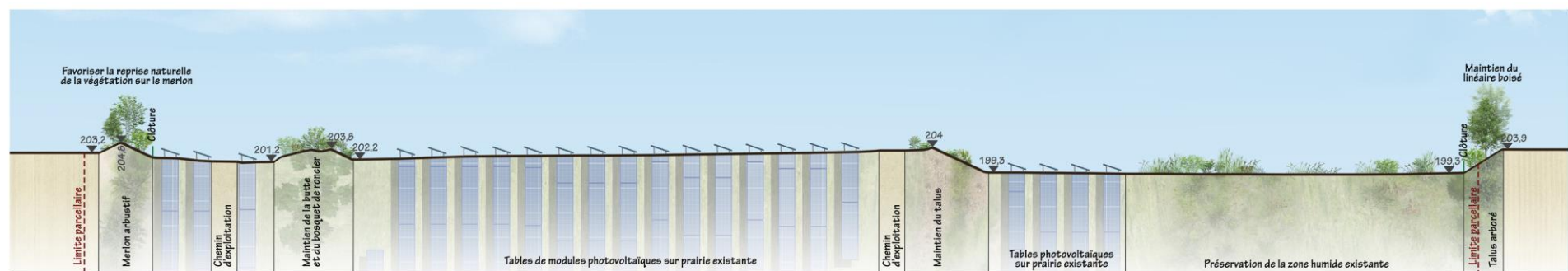
-  290 tables fixes de 22 panneaux photovoltaïques, hauteur 1,65m.
-  Poste de livraison et de transformation x1
Teinte gris beige clair, hauteur : 2,85m, longueur 7,50m.
-  Clôture grillagée rigide vert sombre, env. 800m, hauteur 2m
+ Portail en acier galvanisé vert sombre.
-  Parcelles cadastrales.
-  Chemin interne en grave compactée, largeur : 4m
de nature identique aux granulats existants sur site.
-  Mare
-  Boisements
-  Mât à cigognes
-  Talus
-  Zone humide
-  Hibernaculum

MESURES PAYSAGÈRES :

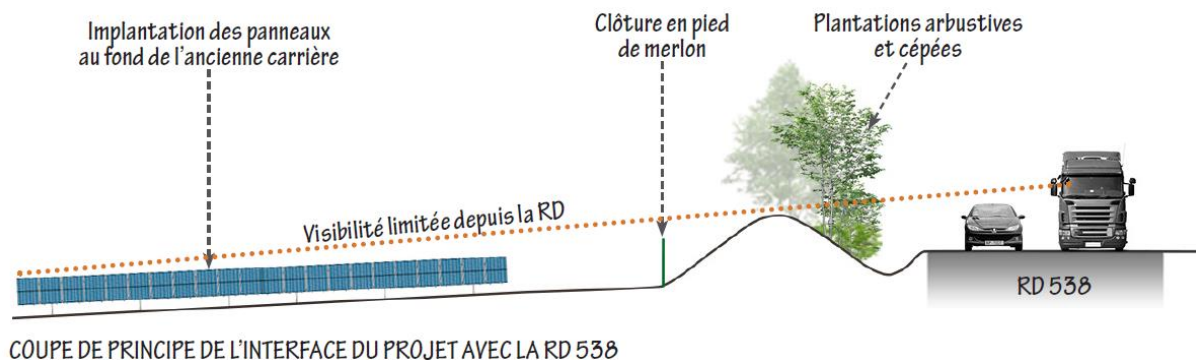
- 1 • Préserver les boisements des talus Ouest et Sud, étageage possible de quelques sujets.
- 2 • Prolonger ces franges arborées sur le haut du talus Ouest en encourageant la reprise naturelle de la végétation.
- 3 • Accompagner le développement spontané d'arbustes et arbres sur le talus Nord.
- 4 • Préserver le bosquet d'arbres.
- 5 • Conserver l'arbre isolé à l'angle Nord-Est.
- 6 • Maintenir le merlon existant, planter des arbustes côté départementale ainsi qu'une vingtaine de cépées en pied de talus afin de « casser » son aspect trop géométrique.
- 7 • Lisser les buttes de matériaux ne présentant pas d'intérêt écologique, en particulier ceux aux abords de la RD.
- 8 • Maintenir et entretenir la végétation herbacée entre et sous les panneaux,

MESURES ENVIRONNEMENTALES :

- 9 • Maintien de la mare, de la noue et des refuges associés.
- 10 • Maintien du bosquet de ronciers.
- 11 • Conserver le talus, habitat des guépiers d'Europe.
- 12 • Préserver la zone humide (carîaie, fragmitaie), et prolongement écologique jusqu'au Nord du secteur.
- 13 • Emplacement possible de mâts à cigognes / hibernaculum.
- 14 • Emplacement possible d'hibernaculum.



Vis-à-vis des conducteurs de poids-lourds circulant sur la RD538, seule la partie haute (Nord) de la centrale photovoltaïque sera partiellement visible. Pour se prémunir de tout gêne visuelle, le merlon séparant la RD et l'ancienne carrière sera végétalisé.



Le projet de mise en compatibilité du PLU ne présente pas d'effet négatif significatif sur l'ambiance et les perceptions visuelles. Aucune mesure complémentaire n'est proposée.

CHAPITRE 7. DEFINITION DES INDICATEURS

Conformément au code de l'urbanisme, le présent chapitre propose des indicateurs de suivi qui permettront d'évaluer au fil du temps, l'atteinte ou non des objectifs fixés, ainsi que la bonne réussite des mesures envisagées au vu :

- Des mesures prises pour supprimer, compenser ou réduire les incidences générées par la mise en œuvre du projet ;
- Des objectifs fixés par la commune pour assurer la prise en compte de l'environnement ;
- Des effets résiduels à attendre suite à la mise en œuvre du plan.

Thématique de l'indicateur	Indicateur de suivi	Acteur sollicité	Période des mesures	Responsable du suivi
Energie	Production d'énergie renouvelable sur la commune	Commune	Durée du PLU	Commune
Biodiversité	Bilan du suivi écologique du parc	A déterminer	Durée du PLU	Commune
Biodiversité	Bilan de la création d'habitats favorables pour les espèces	A déterminer	Durée du PLU	Commune